

PRÉFACE

31 mai 2006

Les activités de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) s'inscrivent à une époque où le rôle et la vision de la propriété intellectuelle évoluent à une vitesse sans précédent, tant au niveau national qu'international.

L'OMPI, au cours du biennium 2004-2005, a amélioré ses services de protection, proposés dans le cadre des systèmes du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), de Madrid et de La Haye, afin de répondre aux besoins d'un éventail toujours plus large de bénéficiaires, et en particulier de ceux des Petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises des pays en développement. L'OMPI a apporté son concours à ses États-membres, 183 à ce jour, qui se caractérisent par leur diversité, afin d'élaborer des stratégies de propriété intellectuelle correspondant à leurs besoins et leurs intérêts propres, et également pour parvenir à un consensus international sur les questions fondamentales.

Au cours de l'exercice 2004-2005 et au vu de l'insuffisance des recettes qui se profilait, l'OMPI a su prendre les mesures afin de réduire rapidement ses dépenses. Cela s'est manifesté par l'adoption d'un budget révisé, en réduction de plus de 18% par rapport au budget approuvé initialement et, dans un deuxième temps, par une réduction des dépenses réelles de 2.5%, par rapport au budget révisé, soit au total une diminution de plus de 20% des dépenses prévues à l'origine, sans que la réalisation des objectifs stratégiques principaux de l'Organisation en soit affectée.

Faisant suite à deux exercices biennaux consécutifs caractérisés par des déficits, les comptes soumis pour le biennium 2004-2005 sont en équilibre et font même apparaître un léger surplus.

En ce qui concerne les réserves, l'objectif fixé par les États-membres en 2000, soit 18% des dépenses de l'exercice biennal, est atteint et même dépassé.

Les comptes de l'Organisation sont exposés dans le présent document dans le souci d'améliorer la communication et les échanges avec les États-membres et afin de faciliter les comparaisons avec les objectifs fixés initialement, puis révisés. Ils ont aussi pour but de servir de base fiable à la discussion pour l'établissement des budgets futurs.

Le Directeur général :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Kamil Idris



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

Rapport de gestion financière 2004-2005

Ce rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et expose les résultats financiers de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI*.

Les premières pages présentent un résumé des résultats qui fait apparaître un excédent de recettes d'environ 12 millions de francs ainsi que la situation des différentes unions, celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi du détail des dépenses, des recettes et du bilan au 31 décembre 2005. Des informations précises sont fournies ensuite sur les contributions de l'exercice biennal 2004-2005, les fonds de réserve ainsi que les autres actifs et passifs de l'Organisation.

La répartition des 181 millions de francs aux États membres au cours de l'exercice biennal au titre des arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre à part, qui est suivi par les tableaux standards communs à toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies.

Dans un souci de transparence, les fonds de dépôt alloués par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante de la comptabilité de l'OMPI, et sont présentés dans un chapitre séparé.

Des notes sur la méthode d'établissement des comptes et les engagements hors bilan complètent ce document.

* Union de Paris (120^e et 121^e années), Union de Berne (117^e et 118^e années), Union de Madrid (113^e et 114^e années), Union de La Haye (79^e et 80^e années), Union de Nice (47^e et 48^e années), Union de Lisbonne (46^e et 47^e années), OMPI (35^e et 36^e années), Union de Locarno (34^e et 35^e années), Union IPC (30^e et 31^e années), Union PCT (27^e et 28^e années), Union TRT (25^e et 26^e années), Union de Vienne (19^e et 20^e années).

TABLE DES MATIÈRES

	pages
Principaux paramètres financiers et autres	5
Résumé des résultats	
Budget initial	Tableau 1 6
Budget révisé pour l'exercice 2004-2005.....	Tableau 2 6
Résultats globaux	Tableau 3 6
Résultats par union	Tableau 4 7
Situation des fonds de réserve et de roulement (FRR)	Tableau 5 8
Situation de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service.....	Tableau 6 8
Bilan résumé au 31 décembre 2005	Tableau 7 9
Dépenses	
Dépenses par programme - Exercice 2004-2005	Tableau 8 10
Explication des différences entre le budget révisé et les dépenses réelles.....	11
Dépenses par objet de dépense - Exercice 2004-2005	Tableau 9 16
Explication des différences par objet de dépense.....	17
Comparaison du budget révisé et des dépenses- Exercice 2004-2005, par union.....	Tableau 10 19
Nouveau bâtiment : budget révisé et dépenses réelles par objet de dépense	Tableau 11 20
Recettes	
Comparaison du budget révisé et des recettes - Exercice 2004-2005	Tableau 12 22
Explication des différences.....	23
Bilan (au 31 décembre 2005)	
Actif	Tableau 13 24
Passif	Tableau 14 25
<i>Contributions et fonds de roulement</i>	
Contributions selon le système de contribution unique	Tableau 15 26
Contributions à recouvrer au 31 décembre 2005	Tableau 16 29
Contributions reçues d'avance	Tableau 17 35
Fonds de roulement au 31 décembre 2005	Tableau 18 36
<i>Fonds de réserve</i>	
Recettes, dépenses, réserves et fonds de roulement, 1998-2005	Tableau 19 43
Réserves et fonds de roulement	Tableau 20 44
Fonds de réserve des Unions (PCT, La Haye, Lisbonne et Madrid) et du Centre d'arbitrage et de médiation	Tableau 21 44
<i>Autres actifs et passifs</i>	
Comptes bancaires	Tableau 22 45
Avances diverses	Tableau 23 45
Débiteurs divers	Tableau 24 45
Compte transitoire actif	Tableau 25 45
Mobilier, matériel et inventaires divers	Tableau 26 45
Bâtiments et amortissement	Tableau 27 46
Créanciers divers	Tableau 28 46
Compte transitoire passif	Tableau 29 46
Provisions	Tableau 30 46
Répartition des taxes	Tableau 31 46

Répartition Madrid et La Haye

Union de Madrid - Émoluments supplémentaires - 2004	47
Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2004	49
Union de Madrid - Total des émoluments - 2004	51
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2004	52
Union de Madrid - Émoluments supplémentaires - 2005	53
Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2005	55
Union de Madrid - Total des émoluments - 2005	57
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2005	58
Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2004	59
Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2005	60
Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2004	61
Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2005	62
Unions de Madrid et de La Haye - Récapitulation 2004-2005	63

Tableaux communs au système des Nations Unies

Comparaison des recettes et des dépenses de l'exercice	
biennal 2002-2003 et de l'exercice biennal 2004-2005	Tableau 32 65
Bilan comparatif 2003-2005, Actif	Tableau 33 66
Bilan comparatif 2003-2005, Passif	Tableau 34 67
Relevé des recettes et des dépenses et évolution	
des fonds de réserve et des fonds de roulement (Relevé I)	Tableau 35 68
Relevé des actifs, passifs, réserves et fonds de	
roulement (Relevé II)	Tableau 36 69
Évolution des mouvements de trésorerie (Relevé III)	Tableau 37 70

Fonds de dépôt au 31 décembre 2005	71
---	-----------

Notes concernant le Rapport de Gestion Financière 2004-2005	80
--	-----------

Vérification et approbation	83
--	-----------

PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES

(en millions de francs suisses)

Le document "Programme et budget" proposé pour 2006-2007 contient une liste de paramètres financiers et autres, essentiels de l'OMPI (cf. Publication N° 360F/PB0607, page 14). Le tableau ci-dessous actualise les informations contenues dans la-dite publication en présentant, pour chaque paramètre, les chiffres réels du biennium 2004-2005, comparés aux chiffres du budget révisé pour la même période. L'analyse des données ci-dessous est présentée dans les pages qui suivent.

	Budget révisé 2004-2005 A	Réalizations 2004-2005 B	Résultats en % des projections contenues dans le budget révisé C= B/A
RECETTES			
Contributions	34,5	34,5	100%
Taxes			
Système du PCT	388,8	400,6	103%
Système de Madrid	62,0	60,8	98%
Système de La Haye	5,3	5,0	94%
Total des taxes	456,1	466,4	102%
Autres recettes	17,8	21,8	122%
TOTAL DES RECETTES	508,4	522,7	103%
DÉPENSES			
Dépenses de personnel	349,3	351,5	101%
Provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service *	n.a.	16,9	n.a.
Total des dépenses de personnel	349,3	368,4	105%
Autres dépenses	173,7	142,8	82%
TOTAL DES DÉPENSES	523,0	511,2	98%
RESULTAT	(14,6)	11,5	n.a.
RÉSERVES ET FONDS DE ROULEMENT	100,8	126,9	n.a.
ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENT			
Nombre de demandes PCT	243 500	256 015	105%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements système de Madrid	71 700	71 389	100%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements système de La Haye	10 106	10 027	99%
PERSONNEL			
Total des effectifs **	1 322	1 260	n.a.
COÛTS DE LOCATION ***	27,0	27,3	101%

* Cette provision n'avait pas été budgétée dans le budget révisé 2004-2005.

** Le montant de la colonne A représente le total des effectifs de l'OMPI au 31 décembre 2004; le montant de la colonne B représente la même donnée au 31 décembre 2005.

*** Le montant de la colonne A représente les coûts de location des espaces destinés aux bureaux, parkings et dépôts (charges et remboursement de prêt non inclus) dans le budget révisé pour 2004-2005. Le montant de la colonne B représente les dépenses réelles pour le biennium 2004-2005, pour cette même rubrique.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

Tableau 1. Budget initial

(en milliers de francs)

Le budget adopté par les Assemblées en 2003 (document A/39/15, paragraphe 150), se présentait comme suit :

	Budget
Recettes (document A/39/4-WO/PBC/7/2)	588 150
Dépenses (document A/39/4-WO/PBC/7/2)	638 800
Déficit prévu au budget	(50 650)

Tableau 2. Budget révisé pour l'exercice 2004-2005

(en milliers de francs)

En septembre 2005, les Assemblées ont adopté le budget révisé pour l'exercice 2004-2005 (documents A/41/17, paragraphe 194 et A/41/4, WO/PBC/8/5, paragraphe 174) comme suit :

	Budget révisé
Recettes (360F/PB/0607, p. 14)	508 400
Dépenses (360F/PB/0607, p. 14)	523 000
Déficit prévu au budget	(14 600)

Tableau 3. Résultats globaux

(en milliers de francs)

Le résultat réel est un excédent de recettes qui se présente ainsi:

	Réel
Recettes	522 729
Dépenses	511 233
Surplus	11 496

Tableau 4. Résultats par Union

(en milliers de francs)

Les unions financées par les contributions, l'Union du PCT et celle de Lisbonne font apparaître un excédent, tandis que les unions de Madrid, de La Haye et le Centre d'arbitrage font apparaître un déficit.

Budget initial	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par les contributions	38 248	38 441	(193)
Union du PCT	467 090	505 719	(38 629)
Union de Madrid	62 929	72 996	(10 067)
Union de La Haye	10 979	12 760	(1 781)
Union de Lisbonne	-	-	-
Centre d'arbitrage	7 304	7 284	20
UPOV	1 600	1 600	-
Total	588 150	638 800	(50 650)

Budget révisé	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par les contributions	36 393	37 741	(1 348)
Union du PCT	394 633	405 895	(11 262)
Union de Madrid	64 995	65 320	(325)
Union de La Haye	6 130	7 219	(1 089)
Union de Lisbonne	-	-	-
Centre d'arbitrage	5 049	5 625	(576)
UPOV	1 200	1 200	-
Total	508 400	523 000	(14 600)

Réel	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par les contributions	36 844	35 342	1 502
Union du PCT	409 956	395 769	14 187
Union de Madrid	64 893	66 439	(1 546)
Union de La Haye	5 288	7 137	(1 849)
Union de Lisbonne	12	-	12
Centre d'arbitrage	4 558	5 368	(810)
UPOV	1 178	1 178	-
Total	522 729	511 233	11 496

La répartition des dépenses communes, c'est-à-dire communes à deux ou plusieurs unions administrées par l'OMPI, a été effectuée selon le principe adopté par les Assemblées de septembre 2005 (A/41/17-WO/PBC/8/5).

Tableau 5. Situation des fonds de réserve et de roulement (FRR)

(en milliers de francs)

À la fin du biennium 2004-2005, la situation des fonds de réserve et de roulement (FRR) est la suivante :

Fonds de réserve et fonds de roulement	Au 31/12/2003	Opérations 2004-2005	Au 31/12/2005
Unions financées par les contributions	20 258	1 502	21 760
Union du PCT	73 559	14 187	87 746
Union de Madrid	18 600	(1 546)	17 054
Union de La Haye	2 204	(1 849)	355
Union de Lisbonne	91	12	103
Centre d'arbitrage	748	(810)	(62)
Total	115 460	11 496	126 956

Tableau 6. Situation de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service.

(en milliers de francs)

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est dans l'obligation contractuelle de payer des indemnités de départ à certaines catégories de fonctionnaires, au moment de leur cessation de service. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2005 par un cabinet indépendant, cette obligation a été estimée à 16,2 millions de francs.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de fournir aux fonctionnaires, après la cessation de service, des prestations médicales sous forme de primes au titre du régime d'assurance-maladie et accident. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée par un cabinet indépendant en décembre 2005, cette obligation a été estimée à 54,7 millions de francs.

Pour couvrir ces obligations, la dotation qui représentait 1.5% de la masse salariale au cours des exercices 1998 à 2003 a été portée à 6%, comme c'était le cas au cours des exercices 1986 à 1997.

	Au 31/12/2003	Dotation	Au 31/12/2005	Montant de l'obligation à couvrir
		(Prélèvements)		
Provision pour cessation de service	10	4	11	16,2 millions
		(3)		
Provision pour prestations médicales après cessation de service	0	13	13	54,7 millions
		0		
Total	10	17	24	70,9 millions
		(3)		

Une étude complémentaire sera effectuée en 2006-2007 pour estimer l'évolution biennale de ces obligations et la dotation sera revue à la lumière des résultats de cette étude. Une étude exhaustive sera effectuée tous les quatre ans afin de vérifier si le financement de cette obligation est bien conforme à l'évolution de l'engagement réel.

Tableau 7. Bilan résumé au 31 décembre 2005

(en milliers de francs)

Actif		Passif	
Liquidités	250 985	Comptes créditeurs	123 335
Avances	8 241	Compte transitoire passif	5 410
Comptes débiteurs		Provisions	23 762
Contributions à recouvrer	7 238	Répartition des taxes	45 597
Arriérés gelés des PMA	4 582	Fonds de réserve	118 613
Autres	3 852	Fonds de roulement	8 342
Compte transitoire actif	3 606		
Prêt	10 000		
Biens mobiliers et immobiliers	36 555		
Total	325 059	Total	325 059

Tableau 8. Dépenses par Programme - Exercice 2004-2005
(en milliers de francs)

	Budget initial	Budget révisé	Budget révisé / budget initial (%)	Dépenses réelles (A)	Dépenses réelles en % du budget révisé	Provisions pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service (B)	Dépenses totales (A) + (B)	Dépenses totales en % du budget révisé
I^{ère} PARTIE Lignes politiques générales et direction								
Programme 01. Organes statutaires des États membres	4 386	4 001	91.2%	2 688	67.2%	-	2 688	67.2%
Programme 02. Direction générale	29 381	28 405	96.7%	27 746	97.7%	994	28 740	101.2%
	33 767	32 406	96.0%	30 434	93.9%	994	31 428	97.0%
II^e PARTIE Systèmes et questions de propriété intellectuelle								
Programme 03. Brevets et système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	133 045	132 159	99.3%	131 610	99.6%	5 534	137 144	103.8%
Programme 04. Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	40 158	38 696	96.4%	39 768	102.8%	1 712	41 480	107.2%
Programme 05. Droit d'auteur et droits connexes	8 477	8 113	95.7%	6 492	80.0%	290	6 782	83.6%
Programme 06. Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI	5 914	5 802	98.1%	5 397	93.0%	158	5 555	95.7%
Programme 07. Questions diverses de propriété intellectuelle	7 072	7 059	99.8%	6 056	85.8%	208	6 264	88.7%
	194 666	191 829	98.5%	189 324	98.7%	7 901	197 225	102.8%
III^e PARTIE La propriété intellectuelle au service du développement économique, social et culturel								
Programme 08. Coopération avec les pays en développement	55 141	51 083	92.6%	41 925	82.1%	1 575	43 500	85.2%
Programme 09. Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 582	4 813	86.2%	4 706	97.8%	216	4 922	102.3%
Programme 10. Académie mondiale de l'OMPI	15 072	13 464	89.3%	9 776	72.6%	290	10 066	74.8%
Programme 11. La propriété intellectuelle au service du développement et de la prospérité; création d'une culture de la propriété intellectuelle	18 500	17 235	93.2%	18 136	105.2%	606	18 742	108.7%
	94 295	86 595	91.8%	74 544	86.1%	2 686	77 230	89.2%
IV^e PARTIE Services administratifs								
Programme 12. Gestion des ressources	221 805	144 303	65.1%	139 842	96.9%	3 666	143 508	99.4%
Programme 13. Techniques de l'information	87 933	62 689	71.3%	60 216	96.1%	1 626	61 842	98.6%
	309 738	206 992	66.8%	200 058	96.7%	5 292	205 350	99.2%
<i>Non affecté</i>	6 334	5 178	81.7%	-	0.0%	-	-	0.0%
Total	638 800	523 000	81.9%	494 360	94.5%	16 873	511 233	97.8%

DÉPENSES

Explication des différences entre le budget révisé et les dépenses réelles

Les explications des différences entre les montants figurant au budget révisé et les dépenses réelles pour la période 2004-2005 sont présentées ici par programme. Pour des informations concernant les divergences entre les montants figurant au budget initial (638,8 millions de francs suisses) et au budget révisé (523 millions de francs), référence est faite à la Publication No. 360F/PB0607, chapitre VIII.

Programme 01 : Organes statutaires des États membres

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 01 couvrait le coût des réunions des organes statutaires des États membres, y compris les voyages et autres frais liés aux voyages des représentants des États membres des Unions du PCT et de Madrid. La sous-utilisation des ressources pour ce programme s'explique principalement par l'absence de la Session de l'Assemblée de Madrid en 2004, prévue au budget, et les économies de frais liés aux voyages et de frais de réception.

Programme 02. Direction générale

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 02 couvrait principalement les coûts du Bureau exécutif du Directeur général, du Bureau du Contrôleur, du Bureau du Conseiller juridique, de la Division de l'audit et de la supervision interne, de la Section des relations avec les médias, des Relations extérieures, des quatre Bureaux de liaison de l'OMPI, de la participation de l'OMPI dans certains organes communs des Nations Unies, et des projets liés à la Commission consultative des politiques (CCP) et la Commission consultative du monde de l'entreprise (CCE). Il comprend également un montant de 0,5 millions de francs suisses destiné à financer une part de l'étude poste-à-poste des ressources humaines et financières de l'OMPI, initialement prévue en 2005. Les dépenses du programme 02 en 2004-2005 ont été, dans l'ensemble, conformes aux prévisions.

Le léger dépassement (101.2%) est dû à l'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service (0,994 millions de francs) sur la partie du programme liée au personnel et aussi aux transferts internes de postes, compensé par l'absence de deux réunions budgétées de la CCP et la CCE et le montant de 0,5 million de francs pour l'étude poste-à-poste budgété mais non-utilisé (pour rappel, les États membres ont décidé, lors des Assemblées de 2005, de démarrer cette étude après l'établissement du Comité d'audit de l'OMPI).

Programme 03. Brevets et système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 03 couvrait essentiellement les coûts des opérations du système du PCT qui, lors de la préparation du budget révisé 2004-2005 en février 2005, avaient été estimés sur la base du nombre approximatif de 243,500 demandes. Les dépenses réelles du biennium ont été conformes aux prévisions (131,6 millions de francs, ou 99.6% du budget révisé). Étant donné que le nombre réel de demandes reçues et enregistrées au cours du biennium (256,015) était plus important que prévu lors de la préparation du budget révisé, ce résultat représente une augmentation de 5.1%. Il est également bon de noter que le travail supplémentaire de traduction généré par les modifications récentes du règlement a été effectué à l'extérieur et non par la création de nouveaux postes. L'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service sur les dépenses du programme 03 a été de 5,534 millions de francs. Ceci a ramené les dépenses totales du programme à 137,144 millions de francs, ou 103.8% de l'allocation faite dans le budget révisé.

On note également que le nombre global de demandes enregistrées auprès de l'Office du PCT en 2004-2005 a été traité par le même nombre d'effectif que lors du biennium précédent, ce qui représente une amélioration de l'efficacité de traitement de 14.2% par rapport à 2002-2003 (224,113).

Programme 04. Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques

Le budget révisé pour le programme 04 couvrait principalement les dépenses liées aux activités d'enregistrement international des marques et des dessins industriels ainsi que le support légal, des services d'information et de promotion des systèmes de Madrid et de La Haye. Les dépenses réelles au cours du biennium ont été conformes aux prévisions (39,768 millions de francs suisses, ou 102.8% du budget révisé).

Ce léger excès de dépenses s'explique par l'engagement de traducteurs court-termes au cours du deuxième semestre 2005, afin de faire face aux arriérés de traduction, suite au volume des demandes d'enregistrement des marques dans ce secteur. L'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service sur les dépenses du programme 04 a été de 1,712 millions de francs. Ceci a ramené les dépenses globales du programme à 41,480 millions de francs, ou 107.2% de l'allocation faite dans le budget révisé.

Il faut noter que, au cours du biennium 2004-2005, un total de 56,548 enregistrements et de 14,841 renouvellements ont été traités par l'OMPI pour les marques. Ceci représente une augmentation de la charge de travail de 28.3% et de 17.2%, respectivement, par rapport au biennium précédent. En ce qui concerne les dessins industriels, un total de 2,550 enregistrements et de 7,477 renouvellements a été traité à l'OMPI. Ceci représente, respectivement, une baisse de la charge de travail de 61.7% pour les enregistrements et une augmentation de 10.5% pour les renouvellements par rapport au biennium précédent. L'augmentation totale de 16% de la masse du travail a pu être gérée sans avoir recours à la création de nouveaux postes grâce à la clause de flexibilité permettant le redéploiement interne et le recrutement de traducteurs court-termes.

Étant donné l'excès des dépenses dans les opérations des systèmes d'enregistrement international mentionnés ci-dessus, un gain d'efficacité de 11.5% a donc été réalisé (le nombre total de personnes travaillant au sein des équipes d'enregistrement international était, en moyenne, de 61.3 en 2004-2005, contre 59 en 2002-2003). Le surplus de travail résultant de l'introduction, le 1er avril 2004, de l'espagnol en tant que langue officielle du système de Madrid a pu être résorbé par les ressources disponibles dans l'Organisation.

Programme 05. Droit d'auteur et droits connexes

Le budget révisé 2004-2005 pour le Programme 05 couvrait surtout les coûts des activités de l'OMPI dans les domaines du droit d'auteur et des droits connexes. La sous-utilisation des ressources allouées à ce programme s'explique principalement par des économies réalisées dans le domaine des voyages, le redéploiement du personnel au sein de l'Organisation ainsi qu'en raison du report de certaines activités budgétées, telles qu'une conférence internationale sur le droit d'auteur dans un environnement numérique et une conférence diplomatique. De plus, quatre sessions du Comité du droit d'auteur étaient prévues au budget alors que seulement trois d'entre elles ont eu lieu.

Programme 06. Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 06 couvrait les frais du Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI. Les dépenses ont été, pour l'essentiel, conformes au budget.

Programme 07. Questions diverses de propriété intellectuelle

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 07 couvrait les coûts du sous-programmes 07.1 (Ressources génétiques, savoirs traditionnels et folklore), 07.2 (Propriété intellectuelle et sciences de la vie), et 07.3 (Questions et projets spéciaux relatifs à l'application des droits de propriété intellectuelle). La sous-utilisation des ressources s'explique (i) pour le sous-programme 07.1 par le report d'une réunion régionale majeure en 2006 ainsi que l'achèvement partiel de la mise en place des produits destinés au développement des compétences, qui sera finalement menée à terme au cours du biennium 2006-2007; (ii) pour le sous-programme 07.2 par l'absence de ressources en personnel vers la fin du biennium et son impact sur la livraison des produits clés du programme; et (iii) pour le sous-programme 07.3 en raison de l'absence, en 2005, d'une session du Comité consultatif sur l'application des droits, prévue au budget.

Programme 08. Coopération avec les pays en développement

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 08 couvrait essentiellement le coût des activités des bureaux régionaux de l'OMPI pour l'Afrique, la région arabe, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes ainsi que pour la Division des Pays les moins avancés. La sous-mobilisation des ressources dans ce programme est à mettre en relation avec le dépassement du budget pour le programme 11, qui a financé certaines activités liées à l'Agenda pour le développement (voir ci-après).

La décision de l'Assemblée générale de l'OMPI, en octobre 2004, de lancer cette nouvelle initiative a eu comme conséquence d'étendre la capacité de production des bureaux. De plus, la libération tardive des fonds pour les activités de la première année du biennium en réaction à l'anticipation d'un manque de revenu de quelque 60 millions de francs suisses a résulté en la mise en place tardive de certaines activités et projets. En même temps, des économies importantes ont été réalisées dans certains domaines comme les voyages en avion pour des experts, des représentants des gouvernements et pour le personnel de l'OMPI. Des accords de partage de coûts avec des institutions intergouvernementales et d'autres partenaires ont permis de réaliser des économies supplémentaires.

Programme 09. Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 09 couvrait le coût des activités de l'OMPI dans certains pays d'Europe et d'Asie, les dépenses ont été largement conformes aux prévisions. Le dépassement de budget (102.3%) est dû à l'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service (0,216 millions de francs) sur la part du programme liée au personnel.

Programme 10. Académie mondiale de l'OMPI

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 10 couvrait les coûts des trois domaines principaux de l'Académie mondiale de l'OMPI (l'enseignement à distance et activités de sensibilisation, la formation des cadres et l'élaboration des politiques). Au cours de la première année du biennium, les ressources non liées au personnel furent mises à disposition à un niveau inférieur à celui budgété en réaction à l'anticipation d'un manque de revenu, comme déjà mentionné. En conséquence, lors de la seconde mise à disposition de fonds à la fin de l'année 2004, le programme des activités étant déjà restreint, ces fonds n'ont pu être utilisés. Ceci explique la relative sous-mobilisation des fonds alloués au programme. D'autres facteurs sont la rationalisation des méthodes de formation, des économies réalisées dans le secteur des voyages, et la mobilisation efficace des ressources extrabudgétaires par le biais de partenariats et d'autres accords de coopération avec un certain nombre d'institutions académiques.

Programme 11. La propriété intellectuelle au service du développement et de la prospérité; création d'une culture de la propriété intellectuelle

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 11 couvrait le coût des sous-programmes 11.1 (Politique de propriété intellectuelle et développement), 11.2.1 (Innovateurs et PME), 11.3 (Coopération avec le secteur privé), 11.3.2 (Partenariats avec le secteur privé) et 11.4 (Sensibilisation du public).

Le dépassement du budget est dû à l'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service (0,606 millions de francs) sur la part relative au personnel et au redéploiement de ressources supplémentaires en personnel afin de renforcer les activités de l'OMPI dans le domaine de la Propriété intellectuelle, des Nouvelles technologies et de la Promotion de l'innovation, de la Propriété intellectuelle et des PME, et de la Propriété intellectuelle (PI) et des Industries créatives. Ces activités visent à renforcer l'utilisation de la PI par les pays en développement pour la croissance économique et la création des richesses. Elles sont complémentaires aux activités du programme 08 (la Coopération avec les pays en développement), et fournissent des données essentielles pour le processus de l'Agenda pour le développement. Le surplus de dépenses s'explique également par les activités supplémentaires dans les domaines des PME et des nouveaux produits informatiques faisant suite à des demandes formulées par les États membres.

Programme 12. Gestion des ressources

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 12 couvrait principalement le coût des services administratifs de l'OMPI (services financiers, services de la gestion des ressources humaines, conférences, communications, langues, services d'impression et de publications, de sécurité, d'achats et de voyages) ainsi que les coûts de location et les frais associés à la gestion et à l'entretien des locaux. Les dépenses ont représenté 96.9% du montant alloué dans le budget révisé. Ce résultat s'explique par des économies réalisées dans l'entretien des locaux, alors que les coûts des services de traduction et de sécurité étaient supérieurs à ceux budgétés. D'autres économies ont été réalisées dans le domaine des communications, postes fixes et portables, par la négociation des contrats en cours pour l'obtention de tarifs avantageux. L'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service sur les dépenses du programme 12 a été de 3,666 millions de francs. Ceci a ramené les dépenses totales du programme à 143,508 millions de francs, ou 99.4% de l'allocation faite dans le budget révisé.

Programme 13. Techniques de l'information

Le budget révisé 2004-2005 pour le programme 13 couvrait les coûts des services informatiques de l'organisation, y compris celui du support interne, de politique et de développement, les services d'Internet, et les services de support pour le PCT, Madrid et de La Haye. Par suite d'une réduction de plus de 25 millions de francs suisses par rapport au budget approuvé initialement (rendue possible par la résiliation, au niveau du projet WIPONet, du contrat avec le sous-traitant initial au profit du Centre International de Calcul des Nations Unies (UNICC) et d'autres mesures engendrant une augmentation de l'efficacité), les dépenses réelles en 2004-2005 ont été conformes au budget. Globalement, les dépenses pour ce programme ont représenté 96.1% de l'allocation faite dans le budget révisé. L'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service sur les dépenses du programme 13 a été de 1,626 millions de francs. Ceci a ramené les dépenses totales du programme à 61,842 millions de francs, ou 98.6% de l'allocation faite dans le budget révisé.

DEPENSES
Tableau 9. Dépenses par objet de dépense - Exercice 2004-2005
 (arrondis au milliers de francs)

	Budget initial	Budget révisé	Budget révisé / budget initial (%)	Dépenses réelles	Résultat en % du budget révisé
A. Ressources en personnel					
Postes	304 683	284 129	93.3%	283 880	99.9%
Provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service	-	-	-	16 873	102.0%
Agents temporaires	22 592	48 195	213.3%	49 152	108.4%
Consultants	16 610	13 153	79.2%	14 258	111.3%
Contrats de louage de services	7 213	3 799	52.7%	4 228	105.5%
Total A	351 098	349 276	99.5%	368 391	105.5%
B. Autres ressources					
Voyages et bourses	39 112	28 874	73.8%	19 811	68.6%
Services contractuels	54 360	49 743	91.5%	40 806	82.0%
Dépenses de fonctionnement	87 427	71 326	81.6%	72 097	101.1%
Matériel et fournitures	25 019	18 603	74.4%	8 896	47.8%
Construction	75 450	-	-	1 232 *	
Total B	281 368	168 546	59.9%	142 842	84.7%
C. Non affecté	6 334	5 178	81.7%	-	-
TOTAL	638 800	523 000	81.9%	511 233	97.8%

* Le montant de 1 232 correspond aux travaux de terrassement et d'excavation de la parcelle destinée au nouveau bâtiment.

Explication des différences par objet de dépense

Dépenses de personnel

Au cours de l'exercice biennal 2004-2005, les dépenses réelles de personnel ont représenté 105.5% (368,391 millions de francs suisses) du montant budgété (349,276 millions de francs). Le dépassement est principalement dû à l'incidence de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service (16,873 millions de francs) sur la partie du programme liée au personnel. Cette provision a été constituée afin de commencer à couvrir les obligations contractuelles de l'Organisation dans le domaine de la cessation de service de ses employés et a représenté 6% du coût salarial des fonctionnaires en activité. Les dépenses totales pour cette rubrique avant la constitution de la provision ont été de 351,518 millions de francs, soit 100.6% du budget révisé. Le dépassement du budget dans ce domaine n'est donc pas imputable à une augmentation du nombre total d'effectifs. Au contraire, ce nombre a continué à décroître, de 1,386 employés le 31 décembre 2003 à 1,322 le 31 décembre 2004 et 1,260 le 31 décembre 2005. Les explications des différences entre les montants réels et ceux inscrits au budget révisé par ligne budgétaire sont présentées dans le texte qui suit.

Postes

Les dépenses pour cette ligne ont été conformes aux prévisions malgré une augmentation de 3.8% des coûts, non-inscrits au budget, de la rémunération considérée aux fins de pension des fonctionnaires des catégories professionnelles et supérieures; augmentation qui fait suite à une décision de la Commission des fonctionnaires internationaux. Cette décision est intervenue après la finalisation du budget révisé et les dépenses supplémentaires ont dû être absorbées. Une provision non-inscrite au budget a été constituée afin de commencer à couvrir les obligations contractuelles de l'Organisation en matière de cessation de service de ses effectifs. Cette provision est présentée sur une ligne séparée.

Employés courts-terme

Cette ligne couvre le coût des salaires et autres prestations des employés titulaires d'un contrat court-terme dans les services généraux, des traducteurs court-terme et des titulaires de contrats de travail spécial. Le dépassement des dépenses est principalement dû au recrutement des traducteurs court-terme supplémentaires. En effet, il y a eu un besoin grandissant de traducteurs, non seulement dans le secteur de Madrid mais également à cause du travail généré par des réunions intergouvernementales et par le Comité Intergouvernemental des ressources génétiques, savoirs traditionnels et folklore. Le départ plus tardif que prévu de certains employés court-terme des services généraux a aussi eu une influence. Ce nombre a cependant continué à décroître, de 329 le 31 décembre 2003 à 295 le 31 décembre 2004 et 268 le 31 décembre 2005.

Consultants

Le dépassement de 8.4% pour les consultants s'explique par le départ plus tardif que prévu de certains employés qui a fait suite à la décision, début 2005, de suspendre les recrutements. Les dépenses réelles pour 2004-2005 dans ce secteur (14,258 millions de francs) ont été inférieures de 14.2% au montant approuvé du budget initial (16,610 millions de francs). Le nombre total de consultants à l'OMPI a néanmoins continué à décroître, de 80 consultants le 31 décembre 2003 à 63 le 31 décembre 2004 et 50 le 31 décembre 2005.

Contrats de louage de service (SSAs)

Le dépassement dans ce domaine est principalement dû au recrutement, au cours de la deuxième moitié de 2005, de traducteurs titulaires de contrats de louage de service (SSAs) en réponse à un retard important et croissant dans le traitement des demandes d'enregistrement des marques.

Dépenses n'ayant pas trait au personnel

Les dépenses réelles pour l'exercice biennal 2004-2005 dans ce secteur (142,842 millions de francs) se montent à 84.7% de l'allocation figurant au budget révisé (168,546 millions de francs). Les économies réalisées sont expliquées ici par ligne de dépenses.

Voyages et bourses

La sous-utilisation des ressources est la conséquence de mesures strictes d'économie de frais de voyage (pour les employés et les tierces personnes), par une utilisation plus importante des compagnies aériennes à bas prix, par la négociation des tarifs pour les voyages et l'utilisation plus étendue du réseau d'agences travaillant en collaboration avec l'agence de voyage de l'organisation entraînant des réductions des frais de traitement. La mise en place retardée de certaines activités sous les programmes 8 et 10 explique également partiellement cette sous-utilisation des ressources.

Services contractuels

L'adoption de nouvelles mesures d'économie dans la procédure d'achats et d'acquisition de services ainsi que la révision rigoureuse de dossiers par le Comité des contrats (CRC) explique la sous-utilisation des ressources dans ce secteur. Des économies ont été réalisées en particulier dans les contrats d'achat de logiciels informatiques et les contrats de services d'entretien ainsi que dans les services relatifs à la formation du personnel.

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été, dans l'ensemble, conformes aux prévisions.

Matériel et fournitures

La sous-utilisation des ressources est constatée dans l'achat de matériel et fournitures, par des économies dans certains projets informatiques et par une procédure plus longue que prévue dans certains achats de matériel dans le domaine informatique.

Construction

Les dépenses figurant sur cette ligne se rapportent à un montant de 1,232 millions de francs pour le paiement de travaux préparatoires à la construction du nouveau bâtiment administratif de l'OMPI. Lors de la préparation du budget révisé 2004-2005, en février 2005, des négociations relatives à ce paiement étaient encore en cours, c'est pour cette raison que le montant en question n'apparaît pas sur la ligne relative à la construction. Un montant de 6,336 millions de francs a été dépensé dans le cadre du projet initial du nouveau bâtiment.

Puisque ce projet est désormais abandonné, ces dépenses ont été reclassifiées et figurent sous les rubriques "dépenses de fonctionnement" et "services contractuels".

DEPENSES
Tableau 10. Comparaison du budget révisé et des dépenses - Exercice 2004-2005, par Union.
 (arrondis au milliers de francs)

	Total		Unions financées par les contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Autres Unions	
	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R
A. Ressources en personnel												
Postes	284 129	300 753	20 884	21 370	217 813	229 465	37 764	41 951	3 875	4 309	3 793	3 658
Agents temporaires	48 195	49 152	3 542	3 220	36 947	38 651	6 406	5 856	657	573	643	851
Consultants	13 153	14 258	983	1 476	10 620	10 334	1 075	1 889	147	230	328	329
Contrats de louage de services	3 799	4 228	284	195	3 067	3 374	310	606	43	51	95	3
Total A	349 276	368 391	25 693	26 261	268 447	281 824	45 555	50 302	4 722	5 163	4 859	4 841
B. Autres ressources												
Voyages et bourses	28 874	19 811	2 978	2 428	22 781	14 540	2 362	2 147	433	319	320	377
Services contractuels	49 743	40 806	4 372	2 828	36 603	32 725	7 224	4 170	811	508	733	576
Dépenses de fonctionnement	71 326	72 097	3 255	3 288	58 848	58 646	7 603	8 518	946	1 000	674	643
Matériel et fournitures	18 603	8 896	1 070	487	15 198	6 997	1 929	1 183	235	131	171	98
Construction	-	1 232	-	50	-	1 037	-	119	-	16	-	11
Total B	168 546	142 842	11 675	9 081	133 430	113 945	19 118	16 137	2 425	1 974	1 898	1 705
C. Non affecté												
	5 178	-	373	-	4 018	-	647	-	72	-	68	-
TOTAL	523 000	511 233	37 741	35 342	405 895	395 769	65 320	66 439	7 219	7 137	6 825	6 546

B: Budget révisé
 R: Dépenses réelles

Tableau 11. Nouveau bâtiment : Budget révisé et dépenses réelles par objet de dépense
(en milliers de francs)

Paramètres	Projet initial (WO/PBC/7/2)	Dépenses liées au projet initial (A/41/15) (A)	Projet réduit (WO/PBC/8/INF/1)	Dépenses imputables au projet réduit (B)	Dépenses du projet initial imputables au projet réduit (C)	Total (B)+(C)
Par objet de dépense						
<i>Construction</i> Bâtiment administratif + surface supplémentaire en sous-sol	142 271	-	97 200	-	1 220	1 220
<i>Honoraires</i> Honoraires des architectes et des ingénieurs	22 900	8 941	20 700	2 700	6 429	9 129
<i>Autres coûts</i> Frais Maître d'ouvrage	25 329	1 643	7 600		1 797	1 797
	190 500	10 584	125 500	2 700	9 446	12 146
<i>Terrain</i> Acquisition du terrain en 1998						13 554
					Total général	25 700

RECETTES
Tableau 12. Comparaison du budget révisé et des recettes - Exercice 2004-2005
 (arrondis au millier de francs)

	Total		Unions financées par les contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Autres Unions	
	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R
Contributions	34 500	34 445	34 500	34 445	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxes des systèmes du PCT, de Madrid, de La Haye et de Lisbonne	456 100	466 456	-	-	388 800	400 647	62 000	60 808	5 300	4 990	-	11
Intérêts bancaires	6 800	8 931	1 193	1 567	4 333	5 691	1 095	1 438	130	171	49	64
Publications	4 000	4 435	700	636	1 500	1 498	1 500	2 211	300	88	-	2
Autres recettes	7 000	8 461	240	196	2 598	2 120	425	436	38	39	3 700	5 670
Total	508 400	522 728	36 633	36 844	397 231	409 956	65 020	64 893	5 768	5 288	3 749	5 747

B : Budget révisé

R : Réel

RECETTES

Explication des différences

Les recettes réelles pour l'exercice biennal 2004-2005 (522,728 millions de francs suisses) ont été supérieures de 2.8% aux prévisions du budget révisé (508,400 millions de francs), et supérieures de 11% aux recettes réelles du biennium précédent (470 millions de francs). Les explications des différences observées entre les montants réels et les prévisions pour la période 2004-2005 sont données, ci-après, par rubrique.

Contributions

Les recettes ont été conformes aux prévisions.

Taxes

Dans l'ensemble, les recettes ont été supérieures de 2.2% aux prévisions (466,456 millions de francs par rapport aux 456,100 millions de francs prévus dans le budget révisé 2004-2005). Cet écart s'explique principalement en raison d'un revenu réel pour le PCT qui se monte à 400,647 millions de francs, un montant supérieur de 3.0% au chiffre annoncé de 388,8 millions de francs lors de la préparation du budget. Cette différence entre chiffres projetés et réels est en ligne avec la marge d'erreur tolérée du modèle PCT des prévisions de revenu, présenté aux États membres en décembre 2004. Ce modèle sert de base pour les projections figurant au budget révisé. En termes réels, cette tendance observée de revenu PCT supérieur aux prévisions s'explique par le volume plus important des demandes PCT reçues, 256.015 par rapport aux 243.500 demandes attendues dans le budget révisé, compensé par le fait que plus de 50% de l'ensemble des demandes ont été enregistrées électroniquement et ont donc bénéficié d'une réduction de taxes. Les recettes réelles en provenance des taxes de Madrid (60,8 millions de francs) ont été, pour l'essentiel, conformes aux prévisions (le budget révisé 2004-2005 donnait le chiffre de 62 millions de francs). Les recettes réelles perçues au titre des taxes de La Haye (4,990 millions de francs) ont été légèrement inférieures aux prévisions (5,3 millions de francs). Cet écart, plus important que prévu, est la conséquence de l'entrée en vigueur du système d'enregistrement des dessins et modèles de la Communauté européenne pour les opérations de La Haye.

Intérêts bancaires

Les recettes provenant des intérêts en 2004-2005 (8,931 millions de francs) ont été supérieures de 31.3% aux projections du budget révisé qui étaient de 6,8 millions de francs pour la même période. Ceci s'explique en raison du déficit anticipé de 14,6 millions de francs annoncé lors de la préparation du budget révisé, montant qui devait être financé par la réserve. Étant donné la réduction de ce déficit au cours du biennium, le recours aux fonds de réserve n'a pas été nécessaire.

Publications

Les recettes réelles provenant de la vente des publications (4,435 millions de francs) ont été supérieures de 10.7% au chiffre annoncé dans le budget révisé de 4,0 millions de francs pour le biennium. Ceci est la conséquence de la mise en place d'une politique efficace pour la promotion des ventes des publications de l'OMPI.

Autres recettes

Les autres sources de revenus sont composées de taxes perçues au titre des activités d'arbitrage pour les noms de domaine, des taxes d'enregistrement pour des conférences et stages de formation, des frais administratifs en vertu des activités extrabudgétaires de l'OMPI financées par le PNUD et les fonds de dépôt, des ajustements comptables (crédits) pour des années antérieures, des ajustements monétaires, de la location de locaux de l'OMPI, et du règlement des frais administratifs par l'UPOV. Les recettes réelles pour l'ensemble de ces autres sources de revenu se chiffraient à 8.461 millions de francs, un montant qui dépasse de 1,461 millions de francs les prévisions du budget révisé (7,0 millions de francs), principalement en raison de crédits perçus pour des années antérieures et d'ajustements monétaires.

BILAN (au 31 décembre 2005)**Tableau 13. Actif**

		Francs
<i>Liquidités</i>		
Caisse		1 846.26
Chèques postaux		428 833.61
Comptes bancaires	<i>(Tableau 22)</i>	250 554 658.62
		250 985 338.49
<i>Avances</i>		
Avances diverses	<i>(Tableau 23)</i>	6 312 031.60
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)		765 149.74
Fonds de dépôt		1 163 746.31
		8 240 927.65
<i>Comptes débiteurs</i>		
Contributions à recouvrer (à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))		
Union de Paris		2 882 530.00
Union de Berne		872 492.00
Union de l'IPC		41 279.00
Union de Nice		37 481.00
Union de Locarno		2 247.00
Convention OMPI		4 452.00
Contributions uniques		3 397 409.00
	<i>(Tableau 16)</i>	7 237 890.00
Arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)		
Union de Paris		3 133 935.00
Union de Berne		1 318 531.00
Convention OMPI		129 642.00
	<i>(Tableau 16)</i>	4 582 108.00
Fonds de roulement à recouvrer		
Union de Paris		59 728.00
Union de Berne		8 602.00
Union du PCT		50.00
	<i>(Tableau 18)</i>	68 380.00
Débiteurs divers		
	<i>(Tableau 24)</i>	3 783 671.25
		15 672 049.25
<i>Transitoire actif</i>		
Compte transitoire actif	<i>(Tableau 25)</i>	3 605 534.68
<i>Prêt</i>		
Prêt à la Fondation du Centre International de Genève		10 000 000.00
<i>Biens mobiliers et immobiliers</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	<i>(Tableau 26)</i>	1.00
Bâtiments et amortissement	<i>(Tableau 27)</i>	36 555 335.50
		36 555 336.50
Total		325 059 186.57

Tableau 14. Passif

Francs		
<i>Exigible</i>		
Contributions reçues d'avance	(Table 17)	1 984 756.00
Créanciers divers	(Table 28)	88 189 427.17
Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI)		33 160 775.00
		123 334 958.17
<i>Transitoire passif</i>		
Compte transitoire passif	(Table 29)	5 410 231.30
<i>Répartition des taxes et provisions</i>		
Répartition des taxes	(Table 31)	45 597 104.68
Provisions	(Table 30)	23 761 666.31
		69 358 770.99
<i>Fonds de réserve *</i>		
Unions financées par les contributions		17 678 315.97
Union du PCT	(Table 20)	85 745 559.55
Union de Madrid	(Table 20)	15 053 258.56
Union de La Haye	(Table 20)	95 395.86
Union de Lisbonne	(Table 20)	102 520.63
Centre d'arbitrage et de médiation	(Table 20)	(62 212.57)
	(Table 20)	118 612 838.00
<i>Fonds de roulement**</i>		
Union de Paris		1 592 894.11
Union de Berne		1 300 000.00
Union de l'IPC		1 000 000.00
Union de Nice		160 000.00
Union de Locarno		29 494.00
Union du PCT		2 000 000.00
Union de Madrid		2 000 000.00
Union de La Haye		260 000.00
	(Table 18)	8 342 388.11
Total		325 059 186.57

<i>Valeurs d'assurance</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	(Table 26)	53 658 677.00
Bâtiments	(Table 27)	177 270 600.00
<i>Garanties données à des tiers</i>		1 996 325.00

* Les fonds de réserve ne sont pas totalement financés, ils doivent être diminués des contributions à recouvrer et des arriérés de contributions qui figurent à l'actif du bilan.

** Les fonds de roulement ne sont pas totalement financés. Ils doivent être diminués des fonds de roulement à recouvrer, qui figurent à l'actif du bilan.

Contributions et fonds de roulement

Tableau 15. Contributions selon le système de contribution unique

Base pour la détermination des contributions

La détermination de la part contributive de chaque État membre se fait sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l'OMPI et les Assemblées compétentes de certaines Unions administrées par l'OMPI par rapport au système de contribution unique (document A/39/15, paragraphes 166 et 167).

Détermination des contributions

Les montants des contributions, pour l'exercice biennal 2004-2005, ont été approuvés le 1^{er} octobre 2003 par les Assemblées des États membres de l'OMPI et des Unions administrées par l'OMPI (document A/39/15, paragraphe 150).

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2004

Classe	Unités	États membres d'une ou plusieurs unions ("États unionistes")			États membres de l'OMPI mais membres d'aucune union ("États non unionistes")	
		(a) Montant à percevoir par État; francs	(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); francs	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); francs
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7.5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	-	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	1	45 579
VIII	0.5	22 789	7	159 523	-	-
IX	0.25	11 395	22	250 690	2	22 790
S	0.125	5 697	18	102 546	1	5 697
Sbis	0.0625	2 849	46	131 054	-	-
Ster	0.03125	1 424	35	49 840	7	9 968
			170	17 124 880	11	84 034

Classe États (au 1er janvier 2004)

I	États unionistes :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États unionistes :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États unionistes :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États unionistes :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal
VI	États unionistes :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États unionistes :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États unionistes :	Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, République de Corée, Slovénie
	État non unioniste :	Arabie saoudite
VIII	États unionistes :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Saint-Siège, Serbie-et-Monténégro
IX	États unionistes :	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Ouzbékistan, République de Moldova, Saint-Marin, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela
	États non unionistes	Andorre, Koweït
S	États unionistes :	Algérie, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, Tunisie, Uruguay

	État non unioniste :	Brunéi Darussalam
<i>Sbis</i>	États unionistes :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, El Salvador, Équateur, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Liban, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zimbabwe
<i>Ster</i>	États unionistes :	Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie
	États non unionistes	Angola, Érythrée, Éthiopie, Myanmar, Samoa, Somalie, Yémen

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2005

Classe	Unités	États membres d'une ou plusieurs unions ("États unionistes")			États membres de l'OMPI mais membres d'aucune union ("États non unionistes")	
		(a) Montant à percevoir par État; francs	(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); francs	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); francs
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7.5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	-	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	7	319 053	-	-
VIII	0.5	22 789	7	159 523	-	-
IX	0.25	11 395	25	284 875	1	11 395
S	0.125	5 697	21	119 637	1	5 697
<i>Sbis</i>	0.0625	2 849	41	116 809	-	-
<i>Ster</i>	0.03125	1 424	35	49 840	8	11 392
			172	17 207 490	10	28 484

Classe États (au 1er janvier 2005)

I	États unionistes :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États unionistes :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États unionistes :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États unionistes :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal
VI	États unionistes :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États unionistes :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États unionistes :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, République de Corée, Slovénie
VIII	États unionistes :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Saint-Siège, Serbie-et-Monténégro
IX	États unionistes :	Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Ouzbékistan, République de Moldova, Saint-Marin, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela
	État non unioniste :	Koweït
S	États unionistes :	Algérie, Bahreïn, Chypre, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam

	État non unioniste :	Brunéi Darussalam
<i>Sbis</i>	États unionistes :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, Équateur, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
<i>Ster</i>	États unionistes :	Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie
	États non unionistes	Angola, Érythrée, Éthiopie, Maldives, Myanmar, Samoa, Somalie, Yémen

Tableau 16. Contributions à recouvrer au 31 décembre 2005

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne	Unique	05*		210 197
Andorre		Pas d'arriérés		
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine	Unique	02*+03+ 04+05		323 864
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas		Pas d'arriérés		
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés		
Bélarus		Pas d'arriérés		
Belgique		Pas d'arriérés		
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin		Pas d'arriérés		
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie	Unique	96*+97+98+99+00+01+02+03+04+05		28 123
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Bésil	Unique	05		91 158
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Unique	03*+04+05	3 709	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	217 518	
	Berne gelé	77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	137 566	
				358 793
Burundi	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89	214 738	
				246 953
Cambodge		Pas d'arriérés		
Cameroun		Pas d'arriérés		
Canada		Pas d'arriérés		
Cap-Vert	Unique	98+99+00+01+02+03+04+05		11 884
Chili		Pas d'arriérés		
Chine		Pas d'arriérés		
Chypre		Pas d'arriérés		
Colombie	Unique	05*		4 363

* Paiement partiel

** Les montants de contributions étaient payables selon les unions de Paris, Berne, IPC, Nice, Locarno et Vienne jusqu'à 1993 et selon le système de contribution unique à partir de 1994. Selon les décisions prises par les assemblées des unions de Paris et de Berne et de la Conférence de l'OMPI lors de leurs sessions de 1991, le montant des arriérés de contributions de tout pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), relatifs aux années antérieures à 1990, est placé sur un compte spécial dont le montant a été gelé au 31 décembre 1989. Ces montants apparaissent respectivement comme "Paris gelé", "Berne gelé" et "OMPI gelé".

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	37 885	
	Paris	87*+88+89+90+91+92+93	129 099	
	Berne	87+88+89+90+91+92+93	77 829	244 813
Costa Rica		Pas d'arriérés		
Côte d'Ivoire	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	41 431	
	Paris	92+93	27 597	
	Berne	91*+92+93	47 606	116 634
Croatie		Pas d'arriérés		
Cuba	Unique	05		5 697
Danemark		Pas d'arriérés		
Djibouti	Unique	03+04+05		4 272
Dominique		Pas d'arriérés		
Égypte		Pas d'arriérés		
El Salvador		Pas d'arriérés		
Émirats arabes unis		Pas d'arriérés		
Équateur		Pas d'arriérés		
Érythrée		Pas d'arriérés		
Espagne		Pas d'arriérés		
Estonie		Pas d'arriérés		
États-Unis d'Amérique	Unique	05*		225 870
Éthiopie		Pas d'arriérés		
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés		
Fédération de Russie		Pas d'arriérés		
Fidji		Pas d'arriérés		
Finlande		Pas d'arriérés		
France		Pas d'arriérés		
Gabon	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	41 431	
	Paris	84*+85+86+87+88+89+90+91+92+93	207 801	
	Berne	84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	122 832	372 064
Gambie	Unique	97*+98+99+00+01+02+03+04+05	13 404	
	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89	55 250	68 654
Géorgie		Pas d'arriérés		
Ghana	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	37 885	
	Paris	81*+82+83+84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	236 335	
	Berne	93	3 823	278 043
Grèce		Pas d'arriérés		
Grenade		Pas d'arriérés		
Guatemala		Pas d'arriérés		
Guinée	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	83+84+85+86+87+88+89	148 779	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	269 747
Guinée-Bissau	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	89	23 213	
	Berne	92+93	3 858	59 286
Guinée équatoriale		Pas d'arriérés		
Guyana		Pas d'arriérés		

État	Contribution unique/ Union/ OMP1**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Haïti	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90*+91+92+93	11 852	
	Paris gelé	79*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	347 037	377 828
Honduras		Pas d'arriérés		
Hongrie		Pas d'arriérés		
Inde		Pas d'arriérés		
Indonésie		Pas d'arriérés		
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés		
Iraq	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	109 688	
	Paris	84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	410 582	520 270
Irlande		Pas d'arriérés		
Islande		Pas d'arriérés		
Israël		Pas d'arriérés		
Italie	Unique	05*		528 100
Jamahiriya arabe libyenne	Unique	00*+01+02+03+04+05		57 775
Jamaïque		Pas d'arriérés		
Japon		Pas d'arriérés		
Jordanie		Pas d'arriérés		
Kazakhstan		Pas d'arriérés		
Kenya		Pas d'arriérés		
Kirghizistan		Pas d'arriérés		
Koweït		Pas d'arriérés		
Lesotho		Pas d'arriérés		
Lettonie		Pas d'arriérés		
Liban	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	40 733	
	Paris	85*+86+87+88+89+90+91+92+93	247 593	
	Berne	85+86+87+88+89+90+91+92+93	294 361	
	Nice	85+86+87+88+89+90+91+92+93	23 502	606 189
Libéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+02+03+04+05	17 515	
	Berne	91*+92+93	12 181	29 696
Liechtenstein		Pas d'arriérés		
Lituanie		Pas d'arriérés		
Luxembourg		Pas d'arriérés		
Madagascar		Pas d'arriérés		
Malaisie		Pas d'arriérés		
Malawi		Pas d'arriérés		
Maldives		Pas d'arriérés		
Mali	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	165 124	297 501
Malte		Pas d'arriérés		
Maroc		Pas d'arriérés		
Maurice		Pas d'arriérés		
Mauritanie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	219 120	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	150 618	409 413

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Mexique		Pas d'arriérés		
Micronésie (États fédérés de)	Unique	05*		253
Monaco		Pas d'arriérés		
Mongolie		Pas d'arriérés		
Mozambique		Pas d'arriérés		
Myanmar		Pas d'arriérés		
Namibie		Pas d'arriérés		
Népal		Pas d'arriérés		
Nicaragua		Pas d'arriérés		
Niger	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	110 069	328 841
Nigéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	273 310	
	Paris	91*+92+93	237 156	510 466
Norvège		Pas d'arriérés		
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés		
Oman		Pas d'arriérés		
Ouganda	Paris gelé	74*+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	238 420	
	Unique	04+05	2 848	241 268
Ouzbékistan		Pas d'arriérés		
Pakistan		Pas d'arriérés		
Panama		Pas d'arriérés		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Unique	05		2 849
Paraguay	Unique	02*+03+04+05		9 361
Pays-Bas		Pas d'arriérés		
Pérou	Unique	00*+01+02+03+04+05		43 651
Philippines	Unique	04*+05		7 996
Pologne		Pas d'arriérés		
Portugal		Pas d'arriérés		
Qatar		Pas d'arriérés		
République arabe syrienne		Pas d'arriérés		
République centrafricaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	273 509	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	428 042
République de Corée		Pas d'arriérés		
République démocratique du Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	18 939	
	Paris	90+91+92+93	159 959	
	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200	
	Berne	90+91+92+93	90 326	
	Berne gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	1 070 439
République démocratique populaire lao		Pas d'arriérés		
République de Moldova		Pas d'arriérés		
République dominicaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05	52 823	
	Paris	63+64+65+66+67+68+69+70+71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	969 910	1 022 733
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés		
République tchèque		Pas d'arriérés		
République-Unie de Tanzanie	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89		233 380

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Roumanie		Pas d'arriérés		
Royaume-Uni		Pas d'arriérés		
Rwanda	Unique Paris gelé Berne gelé	04*+05 89 89	2 407 23 213 13 816	39 436
Sainte-Lucie		Pas d'arriérés		
Saint-Kitts-et-Nevis		Pas d'arriérés		
Saint-Marin		Pas d'arriérés		
Saint-Siège		Pas d'arriérés		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Unique	04*+05		4 038
Samoa		Pas d'arriérés		
Sao Tomé-et-Principe	Unique	99+00+01+02+03+04+05		10 126
Sénégal		Pas d'arriérés		
Serbie-et-Monténégro	Unique Paris Berne Nice Locarno	94+95+96+97+98+99+00+01 93* 91+92+93 93 93	847 668 79 996 135 984 6 447 2 247	1 072 342
Seychelles	Unique	01+02+03+04+05		14 245
Sierra Leone		Pas d'arriérés		
Singapour		Pas d'arriérés		
Slovaquie		Pas d'arriérés		
Slovénie		Pas d'arriérés		
Somalie	Unique OMPI OMPI gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05 90+91+92+93 83+84+85+86+87+88+89	18 939 4 452 55 250	78 641
Soudan		Pas d'arriérés		
Sri Lanka		Pas d'arriérés		
Suède		Pas d'arriérés		
Suisse		Pas d'arriérés		
Suriname	Unique Paris Berne IPC Nice	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05 90+91+92+93 89*+90+91+92+93 89+90+91+92+93 89+90+91+92+93	37 885 64 819 42 534 41 279 7 532	194 049
Swaziland	Unique	05		2 849
Tadjikistan		Pas d'arriérés		
Tchad	Unique Paris Paris gelé Berne Berne gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05 90+91+92+93 71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89 90+91+92+93 72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89	18 939 13 276 250 957 7 460 156 387	447 019
Thaïlande		Pas d'arriérés		
Togo	Unique Paris Paris gelé Berne Berne gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05 92+93 84+85+86+87+88+89 92+93 83*+84+85+86+87+88+89	18 939 6 899 132 377 3 858 87 785	249 858
Tonga		Pas d'arriérés		
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés		
Tunisie	Unique	05*		483
Turkménistan		Pas d'arriérés		
Turquie		Pas d'arriérés		
Ukraine		Pas d'arriérés		
Uruguay	Unique	01+02+03+04+05		28 485

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Venezuela	Unique	05		11 395
Viet Nam		Pas d'arriérés		
Yémen	Unique OMPI gelé	05 87*+88+89	1 424 19 142	20 566
Zambie		Pas d'arriérés		
Zimbabwe		Pas d'arriérés		

Total des contributions à recouvrer

(à l'exception des arriérés de contribution des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))

	Montant d'arriérés (francs)
Union de Paris	2 882 530
Union de Berne	872 492
Union de l'IPC	41 279
Union de Nice	37 481
Union de Locarno	2 247
Convention OMPI	4 452
Contribution unique	3 397 409
Total	7 237 890

Total des arriérés de contribution des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)

	Montant d'arriérés (francs)
Union de Paris	3 133 935
Union de Berne	1 318 531
Convention OMPI	129 642
Total	4 582 108

Tableau 17. Contributions reçues d'avance

	Francs
<i>Contributions concernant 2006 et déjà reçues à la date du 31/12/2005</i>	
Angola	1 424
Bahamas	2 849
Bélarus	11 395
Bénin	1 424
Bulgarie	91 158
Cambodge	134
Cameroun	2 849
Canada	455 790
Costa Rica	2 077
Croatie	22 789
Équateur	2 849
Éthiopie	1 424
Fidji	128
Guyana	19
Honduras	2 849
Kazakhstan	11 326
Lettonie	11 395
Maroc	5 697
Nicaragua	91
Nouvelle-Zélande	136 737
Pakistan	88
Panama	388
Royaume-Uni	1 139 475
	1 904 355
<i>Contributions reçues concernant 2007 et les années suivantes</i>	
Angola	54 386
Bahamas	1 091
Cameroun	8 774
Équateur	8 546
Honduras	7 171
Maroc	433
	80 401
Total	1 984 756

Tableau 18. Fonds de roulement au 31 décembre 2005*Fonds de roulement facturés*

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Afrique du Sud	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Algérie	Paris	22 533	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
Allemagne	Paris	300 426	
	Berne	102 019	
	IPC	105 871	
	Nice	18 822	
	Locarno	2 045	
	PCT	222 900	
	Madrid	339 000	
	La Haye	75 363	
Argentine	Paris	66 895	
	Berne	29 148	
Australie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	91 000	
Autriche	Paris	75 110	
	Berne	8 744	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	PCT	19 250	
	Madrid	84 800	
Bahamas	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Barbade	Paris	1 882	
Belgique	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	9 800	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Bénin	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
Brésil	Paris	93 593	
	Berne	43 722	
	IPC	15 283	
	PCT	4 200	
Bulgarie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	PCT	200	
Burkina Faso	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Burundi	Paris	7 508	7 508
Cameroun	Paris	7 508	
	Berne	8 744	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Canada	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
Chili	Berne	8 744	
Chine	Paris	28 250	
Chypre	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Congo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Costa Rica	Berne	2 915	
Côte d'Ivoire	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Cuba	Paris	22 533	
Danemark	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	41 000	
Égypte	Paris	22 533	
	Berne	2 915	
	IPC	6 701	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Espagne	Paris	75 110	
	Berne	58 296	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
	La Haye	18 840	
États-Unis d'Amérique	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	754 900	
Fédération de Russie	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	24 750	
	Madrid	211 800	
Fidji	Berne	2 915	
Finlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	34 200	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
France	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	110 700	
	Madrid	211 800	
	La Haye	47 102	
Gabon	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Ghana	Paris	7 508	
Grèce	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Guinée	Paris	7 508	7 508
	Berne	2 915	2 915
Haïti	Paris	14 903	
Hongrie	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
	Nice	2 354	
	Locarno	681	
	PCT	22 150	
	Madrid	42 200	
Inde	Berne	29 148	
Indonésie	Paris	22 533	
	La Haye	5 652	
Iran (République islamique d')	Paris	22 533	
Iraq	Paris	22 533	6 665
Irlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
Islande	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Israël	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	IPC	8 691	
	Nice	1 412	
Italie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	3 409	
	PCT	16 500	
	Madrid	127 200	
Jamahiriya arabe libyenne	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Japon	Paris	187 765	
	Berne	58 296	
	IPC	72 435	
	PCT	194 600	
Jordanie	Paris	7 508	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Kenya	Paris	22 533	
Liban	Paris	20 646	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
Liechtenstein	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
	PCT	1 500	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Luxembourg	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	650	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Madagascar	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Malawi	Paris	7 508	
Mali	Paris	3 812	
	Berne	2 915	
Malte	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Maroc	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Maurice	Paris	7 508	
Mauritanie	Paris	7 508	5 813
	Berne	2 915	1 980
	PCT	50	50
Mexique	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Monaco	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	200	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Mongolie	Paris	1 882	
Norvège	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	21 750	
Nouvelle-Zélande	Paris	37 556	
	Berne	14 574	
Niger	Paris	7 508	3 109
	Berne	2 915	
Nigéria	Paris	22 533	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Ouganda	Paris	7 508	
Pakistan	Berne	8 744	
Pays-Bas	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 903	
	PCT	20 350	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Philippines	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Pologne	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Portugal	Paris	75 110	
	Berne	14 574	
	IPC	28 977	
	Madrid	84 800	
	Nice	4 707	
République arabe syrienne	Paris	22 533	
République centrafricaine	Paris	7 508	943
	Berne	2 915	
République de Corée	Paris	22 533	
	PCT	3 700	
République démocratique du Congo	Paris	22 533	14 057
	Berne	8 744	1 727
République dominicaine	Paris	22 533	7 748
République populaire démocratique de Corée	Paris	7 508	
République tchèque	Paris	50 073	
	Berne	19 432	
	IPC	19 318	
	Nice	3 138	
	Locarno	910	
	Madrid	56 533	
République-Unie de Tanzanie	Paris	14 903	
Roumanie	Paris	33 788	
	Berne	8 744	
	PCT	550	
	Madrid	84 800	
Royaume-Uni	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	168 000	
Rwanda	Paris	2 849	
Saint-Marin	Paris	22 533	
	Madrid	25 400	
Saint-Siège	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	La Haye	1 884	
Sénégal	Paris	7 508	
	Berne	8 744	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Serbie-et-Monténégro	Paris	29 927	
	Berne	14 574	
	Nice	2 354	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
Slovaquie	Paris	25 037	
	Berne	9 716	
	IPC	9 659	
	Nice	1 569	
	Locarno	454	
	Madrid	28 267	
Soudan	Paris	2 849	
Sri Lanka	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	PCT	300	
Suède	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	162 800	
Suisse	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	74 000	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Suriname	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	La Haye	1 884	
Tchad	Paris	7 508	6 377
	Berne	2 915	1 980
Thaïlande	Berne	2 915	
Togo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Trinité-et-Tobago	Paris	22 533	
Tunisie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Turquie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Uruguay	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Venezuela	Berne	14 574	
Viet Nam	Paris	7 508	
	Madrid	25 400	
	La Haye	1 884	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Zambie	Paris	7 508	
Zimbabwe	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Total		10 749 494	68 380

Total des fonds de roulement

Union	Montant	Facturé* au 31.12.2005	Référence
Paris ¹	-	2 000 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
	1 592 894.11	2 000 000.00	P/A/VIII/3, par.11 i)
Berne	1 300 000.00	1 300 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
IPC	1 000 000.00	1 000 000.00	AB/XVI/23, par.178
Nice	160 000.00	160 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
Locarno ²	29 494.00	30 000.00	AB/IV/35, par.152
PCT	2 000 000.00	2 000 000.00	PCT/A/X/3, par.13 i)
Madrid	2 000 000.00	2 000 000.00	AB/X/32, par.39.xxi.
La Haye	260 000.00	260 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
Total	8 342 388.11		

* Montant historique

Total des fonds de roulement à recouvrer

Union	Montant
Union de Paris	59 728
Union de Berne	8 602
Union du PCT	50
Total	68 380

¹ Le fonds de roulement de l'Union de Paris a été constitué en 1978 et fixé à 2 000 000 de francs (document AB/VII/23, paragraphes 301 et 302). L'Assemblée de cette Union ayant décidé d'utiliser ce fonds de roulement pour couvrir les dépenses extraordinaires de la Conférence diplomatique chargée de la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984, et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), l'Assemblée de cette Union décidait, lors de sa session de 1983, de reconstituer ce fonds de roulement à hauteur de 2 000 000 de francs (document P/A/VIII/3, paragraphe 11.i). Compte tenu de ce qui précède, le fonds de roulement de l'Union de Paris s'élève, au 31 décembre 2005, à 1 592 894.11 francs.

² Le fonds de roulement de l'Union de Locarno a été constitué en 1973 et fixé à 30 000 francs (document AB/IV/35, paragraphe 152). Suite à l'adhésion des Pays-Bas et du retrait des États-Unis d'Amérique, le fonds de roulement de l'Union de Locarno s'élève, au 31 décembre 2005, à 29 494 francs.

Fonds de réserve

Tableau 19. Recettes, dépenses, réserves et fonds de roulement, 1998-2005
(en millions de francs)

	Réel									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005		
Recettes	214.3	225.1	260.6	260.1	238.6	231.7	250.5	272.2		
Dépenses	175.5	269.7	242.1	316.2	330.8	288.5	249.6	261.6		
Réserves et fonds de roulement (fin d'année)	353.0	302.0	320.6	264.4	172.2	115.4	116.3	126.9		
Réserves et fonds de roulement (objectif fin d'année)	57.1	79.2	91.1	99.3	119.1	121.7	108.1	100.8		

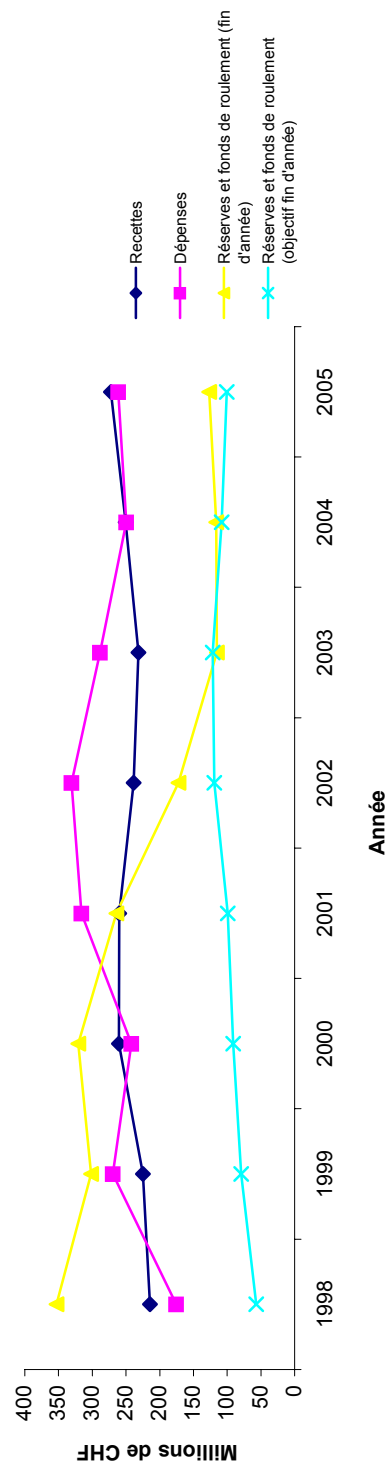


Tableau 20. Réserves et Fonds de roulement

Les fonds de roulement sont restés stables durant l'exercice biennal à 8 342 388.11 francs suisses.
Le détail des réserves (ressources et affectations) est présenté ci-dessous.

	Unions financées par les contributions	Union du PCT	Union de Madrid	Union de La Haye	Union de Lisbonne	Centre d'arbitrage	Total
<i>Montant au 31 décembre 2003</i>	16 176 308.92	71 558 817.87	16 599 930.47	1 944 001.68	90 240.63	747 939.88	107 117 239.45
<i>Mouvements 2004-2005</i>							
<i>Surplus</i>	1 502 007.05	14 186 741.68	-	-	12 280.00	-	15 701 028.73
<i>Déficit</i>			(1 546 671.91)	(1 848 605.82)		(810 152.45)	(4 205 430.18)
<i>Montant au 31 décembre 2005</i>	17 678 315.97	85 745 559.55	15 053 258.56	95 395.86	102 520.63	(62 212.57)	118 612 838.00

Tableau 21. Fonds de réserve des Unions (PCT, La Haye, Lisbonne, Madrid) et du Centre d'arbitrage et de médiation

Fonds de réserve des unions du PCT, de La Haye et de Lisbonne :

Les fonds de réserve de ces unions sont constitués des actifs nets de l'Organisation dont la propriété partielle des bâtiments de l'OMPI, bien qu'aucune de ces unions ne possède d'immeuble en nom propre.

Fonds de réserve de l'Union de Madrid : ce fonds est constitué de liquidités et d'un immeuble en nom.

	Francs
Liquidités	12 623 298.06
Bâtiments	2 429 960.50
Total	15 053 258.56

Fonds de réserve du Centre d'arbitrage et de médiation: ce fonds présente un déficit cumulé de 62 212.57 francs.

Autres actifs et passifs**Tableau 22. Comptes bancaires**

	Francs
<i>Comptes à vue</i>	
Credit Suisse	13 428 390.29
UBS SA	2 056 825.33
JPMorgan Chase Bank, New York	367 135.76
Banca Nazionale del Lavoro, Rome	1 525 469.05
The Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd., Tokyo	3 767 102.68
<i>Comptes à terme et compte de dépôt</i>	
Confédération suisse	226 002 011.86
Credit Suisse	3 144 000.00
UBS SA dépôts de garantie	263 723.65
Total	250 554 658.62

Tableau 23. Avances diverses

	Francs
Avances au personnel de l'OMPI (dont 3 752 414.11 francs d'indemnités pour frais d'étude)	4 321 974.71
Avances pour activités effectuées conjointement avec d'autres organisations	1 990 056.89
Total	6 312 031.60

Tableau 24. Débiteurs divers

	Francs
Débiteurs divers	502 753.89
Débiteurs Madrid	1 050 145.12
Débiteurs La Haye	12 127.40
Débiteurs publications	333 551.48
Demande de remboursement de TVA, impôt anticipé et droit de timbre	141 212.69
Demande de remboursement d'impôts auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique	1 743 880.67
Total	3 783 671.25

Tableau 25. Compte transitoire actif

	Francs
Taxes PCT dues, en attente de réception	2 875 980.59
Redevances et locations	157 057.00
Abonnements	70 557.63
Reliquats d'avances pour voyage et indemnités de frais du personnel	20 875.77
Assurances	18 957.00
Entretien	327 376.77
Divers	134 729.92
Total	3 605 534.68

Tableau 26. Mobilier, matériel et inventaires divers

	Valeur comptable	Valeur d'assurance
Mobilier, matériel et inventaires divers	1.00	53 658 677.00

Tableau 27. Bâtiments et amortissement

	Valeur comptable	Amortissements	Valeur nette	Valeur d'assurance
Bâtiment A. Bogsch	56 070 581.90	28 851 336.90	27 219 245.00	83 045 000.00
Bâtiment G. Bodenhausen I	11 639 590.30	5 698 060.30	5 941 530.00	19 765 000.00
Bâtiment G. Bodenhausen II	4 717 632.90	4 717 632.90	-	4 862 000.00
Bâtiment OMM	104 675 426.85	104 675 426.85	-	65 000 000.00
Nouveau bâtiment	25 700 433.19	25 700 433.19	-	-
Immeuble Union de Madrid	3 394 560.50	-	3 394 560.50	4 598 600.00
Total	206 198 225.64	169 642 890.14	36 555 335.50	177 270 600.00

Tableau 28. Créanciers divers

	Francs
Créanciers divers	14 990 971.47
Créanciers PCT Offices récepteurs *	892 604.31
Versements anticipés par des tiers, relatifs à des opérations du PCT	1 098 401.29
Versements anticipés par des tiers, d'émoluments pour l'enregistrement des marques	28 145 699.18
Versements anticipés par des tiers, pour l'enregistrement des dessins et modèles	159 860.93
Comptes courants (dépôts de fonds par des tiers, pour l'enregistrement de marques ou de dessins et modèles, des abonnements aux revues de l'OMPI, etc.)	40 756 149.88
Médiation - comptes de dépôt	831 197.63
Versements anticipés de publications, d'abonnements et de fermage	349 942.48
Hypothèque immeuble Union de Madrid	964 600.00
Total	88 189 427.17

* Pour assurer une gestion prudente et se protéger contre les fluctuations de cours, l'OMPI a mis en réserve les profits de change obtenus en 2004/2005 à concurrence de 892 546.81 francs

Tableau 29. Compte transitoire passif

	Francs
Divers	46 536.13
Obligations non liquidées	5 363 695.17
Total	5 410 231.30

Tableau 30. Provisions

	Francs
Provision pour cessation de service	11 050 666.31
Provision pour prestations médicales après cessation de service	12 711 000.00
Total	23 761 666.31

Tableau 31. Répartition des taxes

	Francs
Répartition des taxes individuelles au titre du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid	8 970 204.00
Répartition Madrid et La Haye 2005	35 454 231.36
Transfert des taxes aux autorités de recherche internationale PCT	1 172 669.32
Total	45 597 104.68

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid - Émoluments supplémentaires - 2004

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2004, la somme de 1 101 351 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 73 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 9 133 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
- deux, 29 044 Antilles néerlandaises, Autriche, Italie, Monaco
- trois, 52 989 Allemagne, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
- quatre, 175 679 Albanie¹, Algérie¹, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Benelux, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Égypte, Espagne, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d')¹, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc¹, Mongolie, Mozambique, Namibie², Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne³, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie¹.

La somme perçue de 1 101 351 francs doit être divisée par 928 904 [9 133 + (29 044 x 2) 58 088 + (52 989 x 3) 158 967 + (175 679 x 4) 702 716]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 1.18564566 franc par point de coefficient [1 101 351 : 928 904] soit, pour le coefficient:

- un, à 1.18564566 franc
- deux, à 2.37129132 francs
- trois, à 3.55693698 francs
- quatre, à 4.74258264 francs.

¹ À compter du 1er janvier 2004

² À compter du 30 juin 2004

³ À compter du 5 août 2004

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs
Albanie	1 976	4.74258264	9 371.34
Algérie	3 011	4.74258264	14 279.92
Allemagne	12 409	3.55693698	44 138.03
Antigua-et-Barbuda	759	1.18564566	899.90
Antilles néerlandaises	650	2.37129132	1 541.34
Arménie	1 981	4.74258264	9 395.06
Autriche	11 980	2.37129132	28 408.07
Azerbaïdjan	1 842	4.74258264	8 735.84
Bélarus	4 189	4.74258264	19 866.68
Benelux	11 472	4.74258264	54 406.91
Bhoutan	634	4.74258264	3 006.80
Bosnie-Herzégovine	3 966	4.74258264	18 809.08
Bulgarie	4 778	4.74258264	22 660.06
Chine	6 315	4.74258264	29 949.41
Chypre	1 218	4.74258264	5 776.47
Croatie	6 182	4.74258264	29 318.65
Cuba	1 466	4.74258264	6 952.63
Égypte	4 181	4.74258264	19 828.74
Espagne	11 089	4.74258264	52 590.50
Ex-République yougoslave de Macédoine	3 955	4.74258264	18 756.91
Fédération de Russie	10 472	4.74258264	49 664.32
France	12 250	3.55693698	43 572.48
Hongrie	8 867	4.74258264	42 052.48
Iran (République islamique d')	813	4.74258264	3 855.72
Italie	11 133	2.37129132	26 399.59
Kazakhstan	2 873	4.74258264	13 625.44
Kenya	1 098	4.74258264	5 207.36
Kirghizistan	1 978	4.74258264	9 380.83
Lesotho	707	3.55693698	2 514.75
Lettonie	4 381	3.55693698	15 582.94
Libéria	684	4.74258264	3 243.93
Liechtenstein	5 434	1.18564566	6 442.80
Lituanie	4 228	3.55693698	15 038.73
Maroc	5 053	4.74258264	23 964.27
Monaco	5 281	2.37129132	12 522.79
Mongolie	1 268	4.74258264	6 013.59
Mozambique	863	4.74258264	4 092.85
Namibie	95	4.74258264	450.54
Ouzbékistan	2 350	4.74258264	11 145.07
Pologne	7 890	4.74258264	37 418.98
Portugal	8 625	4.74258264	40 904.77
République arabe syrienne	74	4.74258264	350.95
République de Moldova	2 706	4.74258264	12 833.43
République populaire démocratique de Corée	2 379	4.74258264	11 282.60
République tchèque	7 967	4.74258264	37 784.16
Roumanie	7 748	4.74258264	36 745.53
Saint-Marin	2 940	1.18564566	3 485.80
Serbie-et-Monténégro	6 617	4.74258264	31 381.67
Sierra Leone	746	4.74258264	3 537.97
Slovaquie	6 863	4.74258264	32 548.34
Slovénie	6 213	3.55693698	22 099.25
Soudan	1 092	4.74258264	5 178.90
Suisse	12 801	3.55693698	45 532.35
Swaziland	761	4.74258264	3 609.10
Tadjikistan	1 882	4.74258264	8 925.54
Turquie	5 409	4.74258264	25 652.63
Ukraine	6 092	4.74258264	28 891.81
Viet Nam	3 482	4.74258264	16 513.67
Zambie	677	4.74258264	3 210.73
Total	266 845		1 101 351.00

Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2004

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2004, la somme de 21 413 236 francs au titre de compléments d'émoluments correspondant à 293 332 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	9 654	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	30 093	Antilles néerlandaises, Autriche, Italie, Monaco
trois,	56 766	Allemagne, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
quatre,	196 819	Albanie ¹ , Algérie ¹ , Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Benelux, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Égypte, Espagne, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d') ¹ , Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc ¹ , Mongolie, Mozambique, Namibie ² , Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne ³ , République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie ¹ .

La somme perçue de 21 413 236 francs doit être divisée par 1 027 414 [9 654 + (30 093 x 2) 60 186 + (56 766 x 3) 170 298 + (196 819 x 4) 787 276]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 20.84187679 francs par point de coefficient [21 413 236 : 1 027 414] soit, pour le coefficient

un,	à	20.84187679 francs
deux,	à	41.68375358 francs
trois,	à	62.52563037 francs
quatre,	à	83.36750716 francs.

¹ À compter du 1er janvier 2004

² À compter du 30 juin 2004

³ À compter du 5 août 2004

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs
Albanie	2 371	83.36750716	197 664.36
Algérie	3 331	83.36750716	277 697.17
Allemagne	12 696	62.52563037	793 825.40
Antigua-et-Barbuda	861	20.84187679	17 944.86
Antilles néerlandaises	750	41.68375358	31 262.81
Arménie	2 268	83.36750716	189 077.51
Autriche	12 382	41.68375358	516 128.24
Azerbaïdjan	2 180	83.36750716	181 741.17
Bélarus	4 822	83.36750716	401 998.12
Benelux	11 750	83.36750716	979 568.21
Bhoutan	728	83.36750716	60 691.55
Bosnie-Herzégovine	4 501	83.36750716	375 237.15
Bulgarie	5 615	83.36750716	468 108.55
Chine	7 842	83.36750716	653 767.99
Chypre	1 874	83.36750716	156 230.71
Croatie	6 987	83.36750716	582 488.77
Cuba	1 649	83.36750716	137 473.02
Égypte	4 562	83.36750716	380 322.57
Espagne	11 742	83.36750716	978 901.27
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 473	83.36750716	372 902.86
Fédération de Russie	11 858	83.36750716	988 571.90
France	12 597	62.52563037	787 635.37
Hongrie	9 523	83.36750716	793 908.77
Iran (République islamique d')	1 398	83.36750716	116 547.77
Italie	11 453	41.68375358	477 404.03
Kazakhstan	3 291	83.36750716	274 362.47
Kenya	1 280	83.36750716	106 710.41
Kirghizistan	2 233	83.36750716	186 159.64
Lesotho	805	62.52563037	50 333.13
Lettonie	5 208	62.52563037	325 633.48
Libéria	796	83.36750716	66 360.54
Liechtenstein	5 700	20.84187679	118 798.70
Lituanie	5 101	62.52563037	318 943.24
Maroc	5 476	83.36750716	456 520.47
Monaco	5 508	41.68375358	229 594.11
Mongolie	1 445	83.36750716	120 466.05
Mozambique	975	83.36750716	81 283.32
Namibie	136	83.36750716	11 337.98
Ouzbékistan	2 654	83.36750716	221 257.36
Pologne	8 817	83.36750716	735 051.31
Portugal	9 122	83.36750716	760 478.40
République arabe syrienne	185	83.36750716	15 422.99
République de Moldova	3 099	83.36750716	258 355.90
République populaire démocratique de Corée	2 589	83.36750716	215 838.48
République tchèque	8 735	83.36750716	728 215.17
Roumanie	8 614	83.36750716	718 127.71
Saint-Marin	3 093	20.84187679	64 463.92
Serbie-et-Monténégro	7 188	83.36750716	599 245.64
Sierra Leone	848	83.36750716	70 695.65
Slovaquie	7 576	83.36750716	631 592.23
Slovénie	7 014	62.52563037	438 554.77
Soudan	1 211	83.36750716	100 958.05
Suisse	13 345	62.52563037	834 404.54
Swaziland	859	83.36750716	71 612.69
Tadjikistan	2 113	83.36750716	176 155.54
Turquie	6 486	83.36750716	540 721.65
Ukraine	6 969	83.36750716	580 988.16
Viet Nam	3 858	83.36750716	321 631.84
Zambie	790	83.36750716	65 860.33
Total	293 332		21 413 236.00

Union de Madrid - Total des émoluments - 2004

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2004, au titre :

- d'émoluments supplémentaires	1 101 351 francs
- de compléments d'émoluments	21 413 236 francs
Total	22 514 587 francs

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs
Albanie	197 664.36	9 371.34	207 035.70
Algérie	277 697.17	14 279.92	291 977.09
Allemagne	793 825.40	44 138.03	837 963.43
Antigua-et-Barbuda	17 944.86	899.90	18 844.76
Antilles néerlandaises	31 262.81	1 541.34	32 804.15
Arménie	189 077.51	9 395.06	198 472.57
Autriche	516 128.24	28 408.07	544 536.31
Azerbaïdjan	181 741.17	8 735.84	190 477.01
Bélarus	401 998.12	19 866.68	421 864.80
Benelux	979 568.21	54 406.91	1 033 975.12
Bhoutan	60 691.55	3 006.80	63 698.35
Bosnie-Herzégovine	375 237.15	18 809.08	394 046.23
Bulgarie	468 108.55	22 660.06	490 768.61
Chine	653 767.99	29 949.41	683 717.40
Chypre	156 230.71	5 776.47	162 007.18
Croatie	582 488.77	29 318.65	611 807.42
Cuba	137 473.02	6 952.63	144 425.65
Égypte	380 322.57	19 828.74	400 151.31
Espagne	978 901.27	52 590.50	1 031 491.77
Ex-République yougoslave de Macédoine	372 902.86	18 756.91	391 659.77
Fédération de Russie	988 571.90	49 664.32	1 038 236.22
France	787 635.37	43 572.48	831 207.85
Hongrie	793 908.77	42 052.48	835 961.25
Iran (République islamique d')	116 547.77	3 855.72	120 403.49
Italie	477 404.03	26 399.59	503 803.62
Kazakhstan	274 362.47	13 625.44	287 987.91
Kenya	106 710.41	5 207.36	111 917.77
Kirghizistan	186 159.64	9 380.83	195 540.47
Lesotho	50 333.13	2 514.75	52 847.88
Lettonie	325 633.48	15 582.94	341 216.42
Libéria	66 360.54	3 243.93	69 604.47
Liechtenstein	118 798.70	6 442.80	125 241.50
Lituanie	318 943.24	15 038.73	333 981.97
Maroc	456 520.47	23 964.27	480 484.74
Monaco	229 594.11	12 522.79	242 116.90
Mongolie	120 466.05	6 013.59	126 479.64
Mozambique	81 283.32	4 092.85	85 376.17
Namibie	11 337.98	450.54	11 788.52
Ouzbékistan	221 257.36	11 145.07	232 402.43
Pologne	735 051.31	37 418.98	772 470.29
Portugal	760 478.40	40 904.77	801 383.17
République arabe syrienne	15 422.99	350.95	15 773.94
République de Moldova	258 355.90	12 833.43	271 189.33
République populaire démocratique de Corée	215 838.48	11 282.60	227 121.08
République tchèque	728 215.17	37 784.16	765 999.33
Roumanie	718 127.71	36 745.53	754 873.24
Saint-Marin	64 463.92	3 485.80	67 949.72
Serbie-et-Monténégro	599 245.64	31 381.67	630 627.31
Sierra Leone	70 695.65	3 537.97	74 233.62
Slovaquie	631 592.23	32 548.34	664 140.57
Slovénie	438 554.77	22 099.25	460 654.02
Soudan	100 958.05	5 178.90	106 136.95
Suisse	834 404.54	45 532.35	879 936.89
Swaziland	71 612.69	3 609.10	75 221.79
Tadjikistan	176 155.54	8 925.54	185 081.08
Turquie	540 721.65	25 652.63	566 374.28
Ukraine	580 988.16	28 891.81	609 879.97
Viet Nam	321 631.84	16 513.67	338 145.51
Zambie	65 860.33	3 210.73	69 071.06
Total	21 413 236.00	1 101 351.00	22 514 587.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2004

I. Perception

L'OMPI a perçu en 2004, la somme de 46 479 485 francs de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid.

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs
Antilles néerlandaises*	83	26 391
Arménie	290	71 238
Australie	6 445	4 687 690
Bélarus	498	307 200
Benelux	1 027	238 442
Bulgarie	713	191 205
Chine	2 124	1 051 838
Communauté européenne**	114	335 823
Cuba***	140	56 188
Danemark	5 265	2 835 042
Estonie	4 502	1 881 668
États-Unis d'Amérique	6 684	6 373 080
Finlande	4 750	1 319 049
Géorgie	2 506	1 051 100
Grèce	5 142	626 293
Irlande	3 726	1 845 368
Islande	2 485	766 072
Italie	1 176	163 386
Japon	7 148	6 049 774
Kirghizistan****	27	17 020
Norvège	7 148	3 238 252
République de Corée	6 099	3 023 754
République de Moldova*****	261	117 613
Royaume-Uni	8 030	4 062 555
Singapour	5 387	2 042 465
Suède	5 476	1 898 118
Suisse	1 401	882 200
Turkménistan	1 885	859 213
Ukraine	641	461 448
Total	91 173	46 479 485

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

* A compter du 27 août 2004

** A compter du 1er octobre 2004

*** A compter du 16 décembre 2003

**** A compter du 17 juin 2004

***** A compter du 26 décembre 2003

Union de Madrid - Émoluments supplémentaires - 2005

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2005, la somme de 1 387 657 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 73 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 9 948 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
- deux, 29 975 Antilles néerlandaises, Autriche, Italie, Monaco
- trois, 67 896 Allemagne, Croatie¹, Ex-République yougoslave de Macédoine¹, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
- quatre, 188 258 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn², Bélarus, Benelux, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Mongolie, Mozambique, Namibie, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 1 387 657 francs doit être divisée par 1 026 618 [9 948 + (29 975 x 2) 59 950 + (67 896 x 3) 203 688 + (188 258 x 4) 753 032]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 1.35167803 franc par point de coefficient [1 387 657 : 1 026 618] soit, pour le coefficient:

- un, à 1.35167803 franc
- deux, à 2.70335606 francs
- trois, à 4.05503409 francs
- quatre, à 5.40671212 francs.

¹ À compter du 1er janvier 2005

² À compter du 15 décembre 2005

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs
Albanie	2 583	5.40671212	13 965.54
Algérie	3 412	5.40671212	18 447.70
Allemagne	13 469	4.05503409	54 617.25
Antigua-et-Barbuda	933	1.35167803	1 261.12
Antilles néerlandaises	101	2.70335606	273.04
Arménie	2 375	5.40671212	12 840.94
Autriche	12 252	2.70335606	33 121.52
Azerbaïdjan	2 134	5.40671212	11 537.92
Bahreïn	-	5.40671212	-
Bélarus	4 852	5.40671212	26 233.37
Benelux	11 565	5.40671212	62 528.63
Bhoutan	828	5.40671212	4 476.76
Bosnie-Herzégovine	4 569	5.40671212	24 703.27
Bulgarie	5 603	5.40671212	30 293.81
Chine	8 375	5.40671212	45 281.21
Chypre	1 824	5.40671212	9 861.84
Croatie	7 577	4.05503409	30 724.99
Cuba	1 617	5.40671212	8 742.65
Égypte	4 635	5.40671212	25 060.11
Espagne	11 721	5.40671212	63 372.07
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 896	4.05503409	19 853.45
Fédération de Russie	13 482	5.40671212	72 893.29
France	12 740	4.05503409	51 661.13
Hongrie	8 199	5.40671212	44 329.63
Iran (République islamique d')	2 304	5.40671212	12 457.07
Italie	11 549	2.70335606	31 221.06
Kazakhstan	3 321	5.40671212	17 955.69
Kenya	1 371	5.40671212	7 412.60
Kirghizistan	2 298	5.40671212	12 424.62
Lesotho	920	4.05503409	3 730.63
Lettonie	4 110	4.05503409	16 666.19
Libéria	770	5.40671212	4 163.17
Liechtenstein	6 087	1.35167803	8 227.66
Lituanie	3 842	4.05503409	15 579.44
Maroc	5 985	5.40671212	32 359.17
Monaco	6 073	2.70335606	16 417.48
Mongolie	1 788	5.40671212	9 667.20
Mozambique	1 098	5.40671212	5 936.57
Namibie	792	5.40671212	4 282.12
Ouzbékistan	2 614	5.40671212	14 133.15
Pologne	7 419	5.40671212	40 112.40
Portugal	8 899	5.40671212	48 114.33
République arabe syrienne	1 243	5.40671212	6 720.54
République de Moldova	3 144	5.40671212	16 998.70
République populaire démocratique de Corée	2 681	5.40671212	14 495.40
République tchèque	7 370	5.40671212	39 847.47
Roumanie	9 293	5.40671212	50 244.58
Saint-Marin	2 928	1.35167803	3 957.71
Serbie-et-Monténégro	7 505	5.40671212	40 577.38
Sierra Leone	947	5.40671212	5 120.16
Slovaquie	6 355	5.40671212	34 359.66
Slovénie	5 767	4.05503409	23 385.38
Soudan	1 424	5.40671212	7 699.16
Suisse	14 575	4.05503409	59 102.12
Swaziland	991	5.40671212	5 358.05
Tadjikistan	2 151	5.40671212	11 629.84
Turquie	7 425	5.40671212	40 144.84
Ukraine	6 996	5.40671212	37 825.36
Viet Nam	3 323	5.40671212	17 966.50
Zambie	977	5.40671212	5 282.36
Total	296 077		1 387 657.00

Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2005

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2005, la somme de 23 664 191 francs au titre de compléments d'émoluments correspondant à 324 167 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	10 495	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	31 066	Antilles néerlandaises, Autriche, Italie, Monaco
trois,	72 720	Allemagne, Croatie ¹ , Ex-République yougoslave de Macédoine ¹ , France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Suisse
quatre,	209 886	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn ² , Bélarus, Benelux, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Mongolie, Mozambique, Namibie, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 23 664 191 francs doit être divisée par 1 130 331 [10 495 + (31 066 x 2) 62 132 + (72 720 x 3) 218 160 + (209 886 x 4) 839 544]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 20.93562947 francs par point de coefficient [23 664 191 : 1 130 331] soit, pour le coefficient:

un,	à	20.93562947 francs
deux,	à	41.87125894 francs
trois,	à	62.80688841 francs
quatre,	à	83.74251788 francs.

¹ À compter du 1er janvier 2005

² À compter du 15 décembre 2005

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs
Albanie	3 035	83.74251788	254 158.54
Algérie	3 747	83.74251788	313 783.21
Allemagne	13 868	62.80688841	871 005.93
Antigua-et-Barbuda	1 035	20.93562947	21 668.38
Antilles néerlandaises	106	41.87125894	4 438.35
Arménie	2 697	83.74251788	225 853.57
Autriche	12 601	41.87125894	527 619.73
Azerbaïdjan	2 516	83.74251788	210 696.18
Bahreïn	-	83.74251788	-
Bélarus	5 483	83.74251788	459 160.23
Benelux	11 904	83.74251788	996 870.93
Bhoutan	923	83.74251788	77 294.34
Bosnie-Herzégovine	5 130	83.74251788	429 599.12
Bulgarie	6 495	83.74251788	543 907.65
Chine	10 034	83.74251788	840 272.42
Chypre	2 369	83.74251788	198 386.03
Croatie	8 443	62.80688841	530 278.56
Cuba	1 804	83.74251788	151 071.50
Égypte	5 054	83.74251788	423 234.69
Espagne	12 310	83.74251788	1 030 870.40
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 488	62.80688841	344 684.20
Fédération de Russie	14 934	83.74251788	1 250 610.76
France	13 158	62.80688841	826 413.04
Hongrie	8 941	83.74251788	748 741.85
Iran (République islamique d')	3 041	83.74251788	254 661.00
Italie	12 041	41.87125894	504 171.83
Kazakhstan	3 854	83.74251788	322 743.66
Kenya	1 557	83.74251788	130 387.10
Kirghizistan	2 577	83.74251788	215 804.47
Lesotho	1 013	62.80688841	63 623.38
Lettonie	4 723	62.80688841	296 636.93
Libéria	868	83.74251788	72 688.51
Liechtenstein	6 384	20.93562947	133 653.06
Lituanie	4 464	62.80688841	280 369.95
Maroc	6 437	83.74251788	539 050.59
Monaco	6 318	41.87125894	264 542.61
Mongolie	1 978	83.74251788	165 642.70
Mozambique	1 214	83.74251788	101 663.42
Namibie	921	83.74251788	77 126.86
Ouzbékistan	2 934	83.74251788	245 700.55
Pologne	8 204	83.74251788	687 023.62
Portugal	9 403	83.74251788	787 430.90
République arabe syrienne	1 685	83.74251788	141 106.14
République de Moldova	3 595	83.74251788	301 054.35
République populaire démocratique de Corée	2 891	83.74251788	242 099.62
République tchèque	8 203	83.74251788	686 939.87
Roumanie	10 333	83.74251788	865 311.44
Saint-Marin	3 076	20.93562947	64 398.00
Serbie-et-Monténégro	8 127	83.74251788	680 575.44
Sierra Leone	1 046	83.74251788	87 594.67
Slovaquie	7 116	83.74251788	595 911.76
Slovénie	6 452	62.80688841	405 230.04
Soudan	1 557	83.74251788	130 387.10
Suisse	15 111	62.80688841	949 074.89
Swaziland	1 111	83.74251788	93 037.94
Tadjikistan	2 411	83.74251788	201 903.21
Turquie	8 604	83.74251788	720 520.62
Ukraine	7 995	83.74251788	669 521.43
Viet Nam	3 763	83.74251788	315 123.10
Zambie	1 085	83.74251788	90 860.63
Total	324 167		23 664 191.00

Union de Madrid - Total des émoluments - 2005*I. Perception*

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2005, au titre :

- d'émoluments supplémentaires	1 387 657 francs
- de compléments d'émoluments	23 664 191 francs
Total	25 051 848 francs

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs
Albanie	254 158.54	13 965.54	268 124.08
Algérie	313 783.21	18 447.70	332 230.91
Allemagne	871 005.93	54 617.25	925 623.18
Antigua-et-Barbuda	21 668.38	1 261.12	22 929.50
Antilles néerlandaises	4 438.35	273.04	4 711.39
Arménie	225 853.57	12 840.94	238 694.51
Autriche	527 619.73	33 121.52	560 741.25
Azerbaïdjan	210 696.18	11 537.92	222 234.10
Bahreïn	-	-	-
Bélarus	459 160.23	26 233.37	485 393.60
Benelux	996 870.93	62 528.63	1 059 399.56
Bhoutan	77 294.34	4 476.76	81 771.10
Bosnie-Herzégovine	429 599.12	24 703.27	454 302.39
Bulgarie	543 907.65	30 293.81	574 201.46
Chine	840 272.42	45 281.21	885 553.63
Chypre	198 386.03	9 861.84	208 247.87
Croatie	530 278.56	30 724.99	561 003.55
Cuba	151 071.50	8 742.65	159 814.15
Égypte	423 234.69	25 060.11	448 294.80
Espagne	1 030 870.40	63 372.07	1 094 242.47
Ex-République yougoslave de Macédoine	344 684.20	19 853.45	364 537.65
Fédération de Russie	1 250 610.76	72 893.29	1 323 504.05
France	826 413.04	51 661.13	878 074.17
Hongrie	748 741.85	44 329.63	793 071.48
Iran (République islamique d')	254 661.00	12 457.07	267 118.07
Italie	504 171.83	31 221.06	535 392.89
Kazakhstan	322 743.66	17 955.69	340 699.35
Kenya	130 387.10	7 412.60	137 799.70
Kirghizistan	215 804.47	12 424.62	228 229.09
Lesotho	63 623.38	3 730.63	67 354.01
Lettonie	296 636.93	16 666.19	313 303.12
Libéria	72 688.51	4 163.17	76 851.68
Liechtenstein	133 653.06	8 227.66	141 880.72
Lituanie	280 369.95	15 579.44	295 949.39
Maroc	539 050.59	32 359.17	571 409.76
Monaco	264 542.61	16 417.48	280 960.09
Mongolie	165 642.70	9 667.20	175 309.90
Mozambique	101 663.42	5 936.57	107 599.99
Namibie	77 126.86	4 282.12	81 408.98
Ouzbékistan	245 700.55	14 133.15	259 833.70
Pologne	687 023.62	40 112.40	727 136.02
Portugal	787 430.90	48 114.33	835 545.23
République arabe syrienne	141 106.14	6 720.54	147 826.68
République de Moldova	301 054.35	16 998.70	318 053.05
République populaire démocratique de Corée	242 099.62	14 495.40	256 595.02
République tchèque	686 939.87	39 847.47	726 787.34
Roumanie	865 311.44	50 244.58	915 556.02
Saint-Marin	64 398.00	3 957.71	68 355.71
Serbie-et-Monténégro	680 575.44	40 577.38	721 152.82
Sierra Leone	87 594.67	5 120.16	92 714.83
Slovaquie	595 911.76	34 359.66	630 271.42
Slovénie	405 230.04	23 385.38	428 615.42
Soudan	130 387.10	7 699.16	138 086.26
Suisse	949 074.89	59 102.12	1 008 177.01
Swaziland	93 037.94	5 358.05	98 395.99
Tadjikistan	201 903.21	11 629.84	213 533.05
Turquie	720 520.62	40 144.84	760 665.46
Ukraine	669 521.43	37 825.36	707 346.79
Viet Nam	315 123.10	17 966.50	333 089.60
Zambie	90 860.63	5 282.36	96 142.99
Total	23 664 191.00	1 387 657.00	25 051 848.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2005

I. Perception

L'OMPI a perçu en 2005, la somme de 84 421 243 francs de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid.

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs
Antilles néerlandaises	1 051	309 709
Arménie	561	135 500
Australie	8 142	7 000 924
Bélarus	974	606 500
Benelux	1 230	312 287
Bulgarie	1 262	338 702
Chine	4 447	2 027 044
Communauté européenne	6 324	19 372 204
Cuba	445	173 860
Danemark	5 109	2 742 319
Estonie	3 834	1 252 850
États-Unis d'Amérique	11 949	10 488 964
Finlande	4 593	1 268 154
Géorgie	3 100	1 155 901
Grèce	5 209	996 367
Irlande	3 744	1 862 742
Islande	3 102	1 072 914
Italie	1 466	207 942
Japon	10 231	11 420 526
Kirghizistan	435	206 300
Norvège	8 851	3 991 404
République de Corée	7 245	4 278 018
République de Moldova	618	256 124
Royaume-Uni	8 680	4 361 492
Singapour	6 250	2 536 301
Suède	5 278	2 012 164
Suisse	2 792	1 765 950
Turkménistan	2 361	965 299
Turquie*	336	191 236
Ukraine	1 615	1 111 546
Total	121 234	84 421 243

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

* A compter du 13 octobre 2005

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2004

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2004, la somme de 1 434 909 francs au titre de taxes étatiques ordinaires, de taxes étatiques d'examen de nouveauté et de taxes étatiques de renouvellement en application des règles 13.2a)iii), 13.2a)iv), 13.2.e) et 24.2 du Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er avril 1996 ou au titre de taxes de désignations, standard ou individuelle, concernant les enregistrements internationaux ou leur renouvellement régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application des règles 12.1a)ii), 12.1a)iii), 24.1a)ii) et 24.1a)iii) du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er avril 2004.

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe était le suivant:

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs
Allemagne	3 880	120 962
Bénin	195	5 542
Bulgarie	770	116 649
Belize	224	10 190
Benelux	4 076	124 683
Côte d'Ivoire	247	7 682
Croatie	255	11 990
Égypte	66	2 992
Espagne	208	9 662
Estonie	134	5 892
Ex-République yougoslave de Macédoine	705	27 210
France	3 856	119 271
Gabon	112	5 134
Géorgie	282	13 004
Grèce	1 439	52 094
Hongrie	1 240	106 725
Islande	13	558
Italie	3 953	122 856
Kirghizistan	237	59 692
Lettonie	0	0
Liechtenstein	1 292	42 169
Maroc	568	26 150
Monaco	1 276	42 951
Mongolie	373	13 858
Namibie	10	528
Niger	1	44
République de Moldova	639	41 222
République populaire démocratique de Corée	794	28 125
Roumanie	1 160	75 542
Sénégal	233	7 083
Serbie-et-Monténégro	1 062	38 647
Singapour	0	0
Slovénie	1 025	37 620
Suisse	4 023	129 968
Suriname	214	6 144
Turquie	0	0
Ukraine	468	22 070
Total	35 030	1 434 909

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2005

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2005, la somme de 1 459 977 francs au titre de taxes étatiques ordinaires, de taxes étatiques d'examen de nouveauté et de taxes étatiques de renouvellement en application des règles 13.2a)iii), 13.2a)iv), 13.2.e) et 24.2 du Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er avril 1996 ou au titre de taxes de désignations, standard ou individuelle, concernant les enregistrements internationaux ou leur renouvellement régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application des règles 12.1a)ii), 12.1a)iii), 24.1a)ii) et 24.1a)iii) du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er avril 2005.

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe était le suivant:

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs
Allemagne	3 854	112 024
Bénin	217	6 393
Bulgarie	793	105 116
Belize	219	10 056
Benelux	4 012	115 567
Côte d'Ivoire	243	7 232
Croatie	439	20 278
Égypte	247	11 328
Espagne	309	14 494
Estonie	167	7 310
Ex-République yougoslave de Macédoine	773	27 239
France	3 893	111 437
Gabon	35	1 668
Géorgie	330	15 188
Grèce	1 542	51 022
Hongrie	1 406	105 263
Islande	27	1 222
Italie	3 880	112 673
Kirghizistan	227	84 226
Lettonie	34	1 612
Liechtenstein	1 331	41 985
Maroc	848	31 048
Monaco	1 414	46 012
Mongolie	453	15 412
Namibie	14	664
Niger	25	1 234
République de Moldova	705	41 437
République populaire démocratique de Corée	861	28 294
Roumanie	997	82 280
Sénégal	224	6 711
Serbie-et-Monténégro	1 143	38 388
Singapour	145	6 556
Slovénie	1 112	36 413
Suisse	4 017	123 386
Suriname	218	6 291
Turquie	223	10 392
Ukraine	473	22 126
Total	36 850	1 459 977

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2004

(montants exprimés en francs)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes individuelles

- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles		
Albanie	207 035.70			207 035.70
Algérie	291 977.09			291 977.09
Allemagne	837 963.43		120 962.00	958 925.43
Antigua-et-Barbuda	18 844.76			18 844.76
Antilles néerlandaises	32 804.15	26 391.00		59 195.15
Arménie	198 472.57	71 238.00		269 710.57
Australie		4 687 690.00		4 687 690.00
Autriche	544 536.31			544 536.31
Azerbaïdjan	190 477.01			190 477.01
Bahrein				-
Bélarus	421 864.80	307 200.00		729 064.80
Belize			10 190.00	10 190.00
Benelux	1 033 975.12	238 442.00	124 683.00	1 397 100.12
Bénin			5 542.00	5 542.00
Bhoutan	63 698.35			63 698.35
Bosnie-Herzégovine	394 046.23			394 046.23
Bulgarie	490 768.61	191 205.00	116 649.00	798 622.61
Chine	683 717.40	1 051 838.00		1 735 555.40
Chypre	162 007.18			162 007.18
Communauté européenne		335 823.00		335 823.00
Côte d'Ivoire			7 682.00	7 682.00
Croatie	611 807.42		11 990.00	623 797.42
Cuba	144 425.65	56 188.00		200 613.65
Danemark		2 835 042.00		2 835 042.00
Égypte	400 151.31		2 992.00	403 143.31
Espagne	1 031 491.77		9 662.00	1 041 153.77
Estonie		1 881 668.00	5 892.00	1 887 560.00
États-Unis d'Amérique		6 373 080.00		6 373 080.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	391 659.77		27 210.00	418 869.77
Fédération de Russie	1 038 236.22			1 038 236.22
Finlande		1 319 049.00		1 319 049.00
France	831 207.85		119 271.00	950 478.85
Gabon			5 134.00	5 134.00
Géorgie		1 051 100.00	13 004.00	1 064 104.00
Grèce		626 293.00	52 094.00	678 387.00
Hongrie	835 961.25		106 725.00	942 686.25
Iran (République islamique d')	120 403.49			120 403.49
Irlande		1 845 368.00		1 845 368.00
Islande		766 072.00	558.00	766 630.00
Italie	503 803.62	163 386.00	122 856.00	790 045.62
Japon		6 049 774.00		6 049 774.00
Kazakhstan	287 987.91			287 987.91
Kenya	111 917.77			111 917.77
Kirghizistan	195 540.47	17 020.00	59 692.00	272 252.47
Lesotho	52 847.88			52 847.88
Lettonie	341 216.42			341 216.42
Libéria	69 604.47			69 604.47
Liechtenstein	125 241.50		42 169.00	167 410.50
Lituanie	333 981.97			333 981.97
Maroc	480 484.74		26 150.00	506 634.74
Monaco	242 116.90		42 951.00	285 067.90
Mongolie	126 479.64		13 858.00	140 337.64
Mozambique	85 376.17			85 376.17
Namibie	11 788.52		528.00	12 316.52
Niger			44.00	44.00
Norvège		3 238 252.00		3 238 252.00
Ouzbékistan	232 402.43			232 402.43
Pologne	772 470.29			772 470.29
Portugal	801 383.17			801 383.17
République arabe syrienne	15 773.94			15 773.94
République de Corée		3 023 754.00		3 023 754.00
République de Moldova	271 189.33	117 613.00	41 222.00	430 024.33
République populaire démocratique de Corée	227 121.08		28 125.00	255 246.08
République tchèque	765 999.33			765 999.33
Roumanie	754 873.24		75 542.00	830 415.24
Royaume-Uni		4 062 555.00		4 062 555.00
Saint-Marin	67 949.72			67 949.72
Sénégal			7 083.00	7 083.00
Serbie-et-Monténégro	630 627.31		38 647.00	669 274.31
Sierra Leone	74 233.62			74 233.62
Singapour		2 042 465.00		2 042 465.00
Slovaquie	664 140.57			664 140.57
Slovénie	460 654.02		37 620.00	498 274.02
Soudan	106 136.95			106 136.95
Suède		1 898 118.00		1 898 118.00
Suisse	879 936.89	882 200.00	129 968.00	1 892 104.89
Suriname			6 144.00	6 144.00
Swaziland	75 221.79			75 221.79
Tadjikistan	185 081.08			185 081.08
Turkménistan		859 213.00		859 213.00
Turquie	566 374.28			566 374.28
Ukraine	609 879.97	461 448.00	22 070.00	1 093 397.97
Viet Nam	338 145.51			338 145.51
Zambie	69 071.06			69 071.06
Total	22 514 587.00	46 479 485.00	1 434 909.00	70 428 981.00

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2005

(montants exprimés en francs)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes individuelles

- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles		
Albanie	268 124.08			268 124.08
Algérie	332 230.91			332 230.91
Allemagne	925 623.18		112 024.00	1 037 647.18
Antigua-et-Barbuda	22 929.50			22 929.50
Antilles néerlandaises	4 711.39	309 709.00		314 420.39
Arménie	238 694.51	135 500.00		374 194.51
Australie		7 000 924.00		7 000 924.00
Autriche	560 741.25			560 741.25
Azerbaïdjan	222 234.10			222 234.10
Bahreïn				-
Bélarus	485 393.60	606 500.00		1 091 893.60
Belize			10 056.00	10 056.00
Benelux	1 059 399.56	312 287.00	115 567.00	1 487 253.56
Bénin			6 393.00	6 393.00
Bhoutan	81 771.10			81 771.10
Bosnie-Herzégovine	454 302.39			454 302.39
Bulgarie	574 201.46	338 702.00	105 116.00	1 018 019.46
Chine	885 553.63	2 027 044.00		2 912 597.63
Chypre	208 247.87			208 247.87
Communauté européenne		19 372 204.00		19 372 204.00
Côte d'Ivoire			7 232.00	7 232.00
Croatie	561 003.55		20 278.00	581 281.55
Cuba	159 814.15	173 860.00		333 674.15
Danemark		2 742 319.00		2 742 319.00
Égypte	448 294.80		11 328.00	459 622.80
Espagne	1 094 242.47		14 494.00	1 108 736.47
Estonie		1 252 850.00	7 310.00	1 260 160.00
Etats-Unis d'Amérique		10 488 964.00		10 488 964.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	364 537.65		27 239.00	391 776.65
Fédération de Russie	1 323 504.05			1 323 504.05
Finlande		1 268 154.00		1 268 154.00
France	878 074.17		111 437.00	989 511.17
Gabon			1 668.00	1 668.00
Géorgie		1 155 901.00	15 188.00	1 171 089.00
Grèce		996 367.00	51 022.00	1 047 389.00
Hongrie	793 071.48		105 263.00	898 334.48
Iran (République islamique d')	267 118.07			267 118.07
Irlande		1 862 742.00		1 862 742.00
Islande		1 072 914.00	1 222.00	1 074 136.00
Italie	535 392.89	207 942.00	112 673.00	856 007.89
Japon		11 420 526.00		11 420 526.00
Kazakhstan	340 699.35			340 699.35
Kenya	137 799.70			137 799.70
Kirghizistan	228 229.09	206 300.00	84 226.00	518 755.09
Lesotho	67 354.01			67 354.01
Lettonie	313 303.12		1 612.00	314 915.12
Libéria	76 851.68			76 851.68
Liechtenstein	141 880.72		41 985.00	183 865.72
Lituanie	295 949.39			295 949.39
Maroc	571 409.76		31 048.00	602 457.76
Monaco	280 960.09		46 012.00	326 972.09
Mongolie	175 309.90		15 412.00	190 721.90
Mozambique	107 599.99			107 599.99
Namibie	81 408.98		664.00	82 072.98
Niger			1 234.00	1 234.00
Norvège		3 991 404.00		3 991 404.00
Ouzbékistan	259 833.70			259 833.70
Pologne	727 136.02			727 136.02
Portugal	835 545.23			835 545.23
République arabe syrienne	147 826.68			147 826.68
République de Corée		4 278 018.00		4 278 018.00
République de Moldova	318 053.05	256 124.00	41 437.00	615 614.05
République populaire démocratique de Corée	256 595.02		28 294.00	284 889.02
République tchèque	726 787.34			726 787.34
Roumanie	915 556.02		82 280.00	997 836.02
Royaume-Uni		4 361 492.00		4 361 492.00
Saint-Marin	68 355.71			68 355.71
Sénégal			6 711.00	6 711.00
Serbie-et-Monténégro	721 152.82		38 388.00	759 540.82
Sierra Leone	92 714.83			92 714.83
Singapour		2 536 301.00	6 556.00	2 542 857.00
Slovaquie	630 271.42			630 271.42
Slovénie	428 615.42		36 413.00	465 028.42
Soudan	138 086.26			138 086.26
Suède		2 012 164.00		2 012 164.00
Suisse	1 008 177.01	1 765 950.00	123 386.00	2 897 513.01
Suriname			6 291.00	6 291.00
Swaziland	98 395.99			98 395.99
Tadjikistan	213 533.05			213 533.05
Turkménistan		965 299.00		965 299.00
Turquie	760 665.46	191 236.00	10 392.00	962 293.46
Ukraine	707 346.79	1 111 546.00	22 126.00	1 841 018.79
Viet Nam	333 089.60			333 089.60
Zambie	96 142.99			96 142.99
Total	25 051 848.00	84 421 243.00	1 459 977.00	110 933 068.00

Unions de Madrid et de La Haye - Récapitulation 2004-2005

(montants exprimés en francs)

	2004	2005	Total
Albanie	207 035.70	268 124.08	475 159.78
Algérie	291 977.09	332 230.91	624 208.00
Allemagne	958 925.43	1 037 647.18	1 996 572.61
Antigua-et-Barbuda	18 844.76	22 929.50	41 774.26
Antilles néerlandaises	59 195.15	314 420.39	373 615.54
Arménie	269 710.57	374 194.51	643 905.08
Australie	4 687 690.00	7 000 924.00	11 688 614.00
Autriche	544 536.31	560 741.25	1 105 277.56
Azerbaïdjan	190 477.01	222 234.10	412 711.11
Bahreïn		-	-
Bélarus	729 064.80	1 091 893.60	1 820 958.40
Belize	10 190.00	10 056.00	20 246.00
Benelux	1 397 100.12	1 487 253.56	2 884 353.68
Bénin	5 542.00	6 393.00	11 935.00
Bhoutan	63 698.35	81 771.10	145 469.45
Bosnie-Herzégovine	394 046.23	454 302.39	848 348.62
Bulgarie	798 622.61	1 018 019.46	1 816 642.07
Chine	1 735 555.40	2 912 597.63	4 648 153.03
Chypre	162 007.18	208 247.87	370 255.05
Communauté européenne	335 823.00	19 372 204.00	19 708 027.00
Côte d'Ivoire	7 682.00	7 232.00	14 914.00
Croatie	623 797.42	581 281.55	1 205 078.97
Cuba	200 613.65	333 674.15	534 287.80
Danemark	2 835 042.00	2 742 319.00	5 577 361.00
Égypte	403 143.31	459 622.80	862 766.11
Espagne	1 041 153.77	1 108 736.47	2 149 890.24
Estonie	1 887 560.00	1 260 160.00	3 147 720.00
États-Unis d'Amérique	6 373 080.00	10 488 964.00	16 862 044.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	418 869.77	391 776.65	810 646.42
Fédération de Russie	1 038 236.22	1 323 504.05	2 361 740.27
Finlande	1 319 049.00	1 268 154.00	2 587 203.00
France	950 478.85	989 511.17	1 939 990.02
Gabon	5 134.00	1 668.00	6 802.00
Géorgie	1 064 104.00	1 171 089.00	2 235 193.00
Grèce	678 387.00	1 047 389.00	1 725 776.00
Hongrie	942 686.25	898 334.48	1 841 020.73
Iran (République islamique d')	120 403.49	267 118.07	387 521.56
Irlande	1 845 368.00	1 862 742.00	3 708 110.00
Islande	766 630.00	1 074 136.00	1 840 766.00
Italie	790 045.62	856 007.89	1 646 053.51
Japon	6 049 774.00	11 420 526.00	17 470 300.00
Kazakhstan	287 987.91	340 699.35	628 687.26
Kenya	111 917.77	137 799.70	249 717.47
Kirghizistan	272 252.47	518 755.09	791 007.56
Lesotho	52 847.88	67 354.01	120 201.89
Lettonie	341 216.42	314 915.12	656 131.54
Libéria	69 604.47	76 851.68	146 456.15
Liechtenstein	167 410.50	183 865.72	351 276.22
Lituanie	333 981.97	295 949.39	629 931.36
Maroc	506 634.74	602 457.76	1 109 092.50
Monaco	285 067.90	326 972.09	612 039.99
Mongolie	140 337.64	190 721.90	331 059.54
Mozambique	85 376.17	107 599.99	192 976.16
Namibie	12 316.52	82 072.98	94 389.50
Niger	44.00	1 234.00	1 278.00
Norvège	3 238 252.00	3 991 404.00	7 229 656.00
Ouzbékistan	232 402.43	259 833.70	492 236.13
Pologne	772 470.29	727 136.02	1 499 606.31
Portugal	801 383.17	835 545.23	1 636 928.40
République arabe syrienne	15 773.94	147 826.68	163 600.62
République de Corée	3 023 754.00	4 278 018.00	7 301 772.00
République de Moldova	430 024.33	615 614.05	1 045 638.38
République populaire démocratique de Corée	255 246.08	284 889.02	540 135.10
République tchèque	765 999.33	726 787.34	1 492 786.67
Roumanie	830 415.24	997 836.02	1 828 251.26
Royaume-Uni	4 062 555.00	4 361 492.00	8 424 047.00
Saint-Marin	67 949.72	68 355.71	136 305.43
Sénégal	7 083.00	6 711.00	13 794.00
Serbie-et-Monténégro	669 274.31	759 540.82	1 428 815.13
Sierra Leone	74 233.62	92 714.83	166 948.45
Singapour	2 042 465.00	2 542 857.00	4 585 322.00
Slovaquie	664 140.57	630 271.42	1 294 411.99
Slovénie	498 274.02	465 028.42	963 302.44
Soudan	106 136.95	138 086.26	244 223.21
Suède	1 898 118.00	2 012 164.00	3 910 282.00
Suisse	1 892 104.89	2 897 513.01	4 789 617.90
Suriname	6 144.00	6 291.00	12 435.00
Swaziland	75 221.79	98 395.99	173 617.78
Tadjikistan	185 081.08	213 533.05	398 614.13
Turkménistan	859 213.00	965 299.00	1 824 512.00
Turquie	566 374.28	962 293.46	1 528 667.74
Ukraine	1 093 397.97	1 841 018.79	2 934 416.76
Viet Nam	338 145.51	333 089.60	671 235.11
Zambie	69 071.06	96 142.99	165 214.05
Total	70 428 981.00	110 933 068.00	181 362 049.00

TABLEAUX COMMUNS AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Tableau 32. Comparaison des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 2002-2003 et de l'exercice biennal 2004-2005

	Exercice 2002-2003	Exercice 2004-2005
<i>Recettes</i>		
Contributions	34 450 588.00	34 444 888.00
Taxes	406 090 658.08	468 325 393.39
Publications	7 084 904.86	4 435 771.92
Intérêts bancaires	13 102 174.82	8 930 737.52
Contribution de l'UPOV	1 592 754.64	1 178 180.54
Autres recettes	7 988 103.84	5 413 604.47
Total recettes	470 309 184.24	522 728 575.84
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	357 049 697.88	368 391 144.60 *
Voyages officiels et bourses		
Missions de fonctionnaires	11 086 742.27	8 173 393.37
Participation de fonctionnaires nationaux	16 379 025.42	9 628 547.29
Bourses	3 305 127.81	2 008 622.06
Services contractuels		
Services de conférences	4 521 128.01	2 882 719.42
Consultants	4 177 993.65	1 689 235.62
Publications	4 469 503.89	1 445 419.46
Autres services contractuels	65 148 734.26	34 789 175.51
Dépenses de fonctionnement		
Locaux et entretien **	112 324 577.10	61 541 778.46
Communications et autres dépenses	17 771 834.09	11 787 350.00
Matériel et fournitures		
Mobilier et matériel	11 121 659.21	3 290 289.63
Fournitures	11 919 937.57	5 605 301.87
Total dépenses	619 275 961.16	511 232 977.29

* Ce montant inclut la dotation à la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service de 17 millions de francs.

** Constitués pour la période biennale 2004-2005, de 1 232 346,45 francs d'investissements, 2 716 400,00 francs d'amortissement d'emprunts, 28 729 288,36 francs de location de locaux et 28 860 743,65 francs de charges courantes.

Tableau 33. Bilan comparatif 2003-2005, Actif

	31 décembre 2003	31 décembre 2005
<i>Liquidités</i>		
Caisse	7 166.40	1 846.26
Chèques postaux	117 356.22	428 833.61
Comptes bancaires	179 536 558.54	250 554 658.62
	179 661 081.16	250 985 338.49
<i>Avances</i>		
Avances diverses	4 169 623.38	6 312 031.60
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)	150 241.70	765 149.74
Fonds de dépôt	1 906 196.57	1 163 746.31
	6 226 061.65	8 240 927.65
<i>Comptes débiteurs</i>		
Contributions à recouvrer (à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))		
Union de Paris	2 971 263.00	2 882 530.00
Union de Berne	920 353.00	872 492.00
Union de l'IPC	65 268.00	41 279.00
Union de Nice	37 481.00	37 481.00
Union de Locarno	2 247.00	2 247.00
Convention OMPI	87 635.00	4 452.00
Contribution unique des États unionistes	4 336 148.00	3 397 409.00
Contribution unique des États non unionistes	35 238.00	-
	8 455 633.00	7 237 890.00
Arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)		
Union de Paris	3 133 935.00	3 133 935.00
Union de Berne	1 347 474.00	1 318 531.00
Convention OMPI	150 087.00	129 642.00
	4 631 496.00	4 582 108.00
Fonds de roulement à recouvrer		
Union de Paris	72 134.00	59 728.00
Union de Berne	8 706.00	8 602.00
Union du PCT	50.00	50.00
	80 890.00	68 380.00
Débiteurs divers	3 781 031.05	3 783 671.25
	16 949 050.05	15 672 049.25
<i>Transitoire actif</i>		
Compte transitoire actif	10 265 221.52	3 605 534.68
<i>Prêt</i>		
Prêt à la Fondation du Centre International de Genève	10 000 000.00	10 000 000.00
<i>Biens mobiliers et immobiliers</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	1.00	1.00
Bâtiments	39 271 735.50	36 555 335.50
	39 271 736.50	36 555 336.50
Total	262 373 150.88	325 059 186.57

Tableau 34. Bilan comparatif 2003-2005, Passif

	31 décembre 2003	31 décembre 2005
<i>Exigible</i>		
Contributions reçues d'avance	2 313 836.00	1 984 756.00
Créanciers divers	60 397 343.50	88 189 427.17
Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI)	35 877 175.00	33 160 775.00
	98 588 354.50	123 334 958.17
<i>Comptes transitoires passifs</i>	9 147 710.73	5 410 231.30
<i>Répartition des taxes et provisions</i>		
Répartition des taxes	28 628 617.75	45 597 104.68
Provisions	10 548 840.34	23 761 666.31
	39 177 458.09	69 358 770.99
<i>Fonds de réserve</i>		
Unions financées par les contributions	16 176 308.92	17 678 315.97
Union du PCT	71 558 817.87	85 745 559.55
Union de Madrid	16 599 930.47	15 053 258.56
Union de La Haye	1 944 001.68	95 395.86
Union de Lisbonne	90 240.63	102 520.63
Centre d'arbitrage et de médiation	747 939.88	(62 212.57)
	107 117 239.45	118 612 838.00
<i>Fonds de roulement</i>		
Union de Paris	1 592 894.11	1 592 894.11
Union de Berne	1 300 000.00	1 300 000.00
Union de l'IPC	1 000 000.00	1 000 000.00
Union de Nice	160 000.00	160 000.00
Union de Locarno	29 494.00	29 494.00
Union du PCT	2 000 000.00	2 000 000.00
Union de Madrid	2 000 000.00	2 000 000.00
Union de La Haye	260 000.00	260 000.00
	8 342 388.11	8 342 388.11
Total	262 373 150.88	325 059 186.57
<i>Valeurs d'assurance</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	55 925 677.00	53 658 677.00
Bâtiments	177 373 900.00	177 270 600.00

Tableau 35. Relevé des recettes et des dépenses et évolution des fonds de réserve et des fonds de roulement (Relevé I)
pour la période se terminant le 31 décembre 2005

	Référence	OMPI		Fonds de dépôt	
		(en milliers de francs suisses) Exercice 2004-2005	(en milliers de francs suisses) Exercice 2002-2003	(en milliers de francs suisses) Exercice 2004-2005	(en milliers de francs suisses) Exercice 2002-2003
Recettes					
Contributions	(Tableau 12)	34 445	34 451	13 036	11 679
Autres/recettes diverses					
Recettes d'exploitation		472 761	414 399	-	-
Fonds reçus selon accord inter-organisations		1 178	1 593	-	-
Intérêts bancaires		8 931	13 102	121	123
Différence de change		697	54	291	(1 264)
Autres/divers		4 717	6 710	2	-
		522 729	470 309	13 450	10 538
Dépenses					
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(Tableau 10)	511 233	619 276	9 217	12 378
		11 496	(148 967)	4 233	(1 840)
Transferts aux réserves	(Tableau 20)	15 701	410	4 233	-
(Transferts des réserves)	(Tableau 20)	(4 205)	(149 377)	-	(1 840)
Autres ajustements aux réserves et fonds de roulement	(Tableau 20)	-	-	-	-
Autres ajustements		-	-	(2)	(1 828)
Réserves et fonds de roulement en début d'exercice		115 459	264 426	5 704	9 372
Réserves et fonds de roulement en fin d'exercice	(Tableau 20)	126 955	115 459	9 935	5 704

Tableau 36. Relevé des actifs, passifs, réserves et fonds de roulement (Relevé II)
au 31 décembre 2005

	Référence	OMPI (en milliers de francs suisses)		Fonds de dépôt (en milliers de francs suisses)		PNUD (en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)	
		Exercice 2004-2005	Exercice 2002-2003	Exercice 2004-2005	Exercice 2002-2003	Année 2004	Année 2005
Actifs							
Liquidités et dépôts à terme	(Tableau 22)	250 985	179 661	11 079	7 824	23	-
Comptes débiteurs				-			
Contributions à recevoir des États membres	(Tableau 13)	11 888	13 168	-	-		
Solde des fonds inter-organisations	(Tableau 13)	765	150	-	-		
Autres*	(Tableau 13)	21 259	19 857	35	20		
Autres actifs	(Tableau 25)	3 606	10 265	22	-		
Terrains et constructions	(Tableau 27)	36 555	39 272	-	-		
	(Tableau 33)	325 059	262 373	11 136	7 844	23	-
Passifs							
Contributions reçues d'avance	(Tableau 17)	1 985	2 314				
Emprunts payables dans l'année		1 358	1 358				
Engagements non réglés	(Tableau 29)	5 410	9 148	-	4		
Comptes créanciers	(Tableau 28)	88 189	60 398	1 105	2 114	23	-
Autres fonds et comptes spéciaux	(Tabl. 29, 30, 31)	69 359	39 177	9 935	5 704		
Emprunts payables à plus d'une année		31 803	34 519				
		198 104	146 914	11 040	7 822	23	-
Réserves et fonds de roulement							
Réserves en fin de période	(Tableau 14)	118 613	107 117	96	22	-	-
Fonds de roulement en fin de période	(Tableau 14)	8 342	8 342	-	-	-	-
		126 955	115 459	96	22	-	-
Total des passifs, réserves et fonds de roulement	(Tableau 34)	325 059	262 373	11 136	7 844	-	-

* Composé principalement ainsi, pour l'OMPI, pour l'exercice biennal 2004-2005 : avances diverses 6 312, débiteurs divers 3 783, prêt 10 000.

Tableau 37. Évolution des mouvements de trésorerie (Relevé III)

pour la période se terminant le 31 décembre 2005
(en milliers de francs)

	Période 2002-2003	Période 2004-2005
<i>Mouvements de trésorerie provenant d'activités d'exploitation</i>		
Excédent net (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(148 967)	11 496
(Augmentation) diminution des contributions à recevoir	462	1 280
(Augmentation) diminution d'autres comptes débiteurs	16 704	(2 145)
(Augmentation) diminution d'autres comptes actifs	4 588	6 660
(Augmentation) diminution des contributions reçues d'avance	919	(329)
Augmentation (diminution) d'engagements non réglés	(1 785)	(3 737)
(Augmentation) diminution des comptes créanciers	(1 179)	27 792
Augmentation (diminution) d'autres comptes passifs	(21 332)	14 252
Moins : Intérêts financiers perçus	(13 102)	(8 931)
Plus : Frais financiers	257	(67)
	(163 435)	46 271
<i>Mouvements de trésorerie provenant de placements et de financements</i>		
(Augmentation) diminution des investissements	-	-
(Augmentation) diminution du solde débiteur à recevoir d'inter-fonds	(1 213)	128
(Augmentation) diminution du solde créditeur d'inter-fonds	(9 372)	-
Augmentation (diminution) des soldes sur les fonds et comptes spéciaux	(2 044)	13 213
Plus : Intérêts financiers reçus	13 102	8 931
Moins : Frais financiers	(257)	67
	216	22 339
<i>Mouvements de trésorerie provenant d'autres sources</i>		
(Augmentation) diminution des terrains et constructions	2 716	2 716
Revenus affectés directement aux réserves	-	-
Transferts des réserves	-	-
Répartition aux États membres	-	-
Autres ajustements	1	-
	2 717	2 716
Augmentation (diminution) nette en liquidités et dépôts à terme	(160 502)	71 324
Liquidités et dépôts à terme en début d'exercice	340 163	179 661
Liquidités et dépôts à terme en fin d'exercice	179 661	250 985

FONDS DE DÉPÔT

Les Fonds de dépôt alloués par les donateurs sont présentés ci-après comme une comptabilité indépendante. Le bilan présente un résumé des résultats au 31 décembre 2005.

Enfin, chacun des vingt-trois fonds de dépôt est détaillé séparément afin de mieux comprendre et analyser les résultats.

Bilan

(au 31 décembre 2005)

Actif	Francs
<i>Liquidités</i>	
Comptes bancaires (UBS SA)	11 079 493.81
	11 079 493.81
<i>Avances</i>	
Avances diverses	5 641.56
Demande de remboursement de l'impôt anticipé	28 869.11
	34 510.67
<i>Transitoire actif</i>	
Compte transitoire actif	22 084.73
Total	11 136 089.21

Passif	Francs
<i>Exigible</i>	
Compte de liaison avec l'OMPI	954 975.20
Créanciers divers (fournisseurs)	149 924.78
Fonds de dépôt (selon détail)	9 935 207.68
	11 040 107.66
<i>Transitoire passif</i>	
Provisions	-
Provision pour cessation de service	95 981.55
	95 981.55
Total	11 136 089.21

Recettes et dépenses - Exercice 2004-2005

(au 31 décembre 2005)

	Francs
<i>Recettes</i>	
Fonds reçus	13 035 928.78
Intérêts	120 805.30
Différence de change	291 300.49
Recettes diverses	1 727.95
	13 449 762.52
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel	2 350 672.68
Missions de fonctionnaires	534 840.90
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	2 572 748.61
Bourses	251 755.06
Services de conférences	251 338.92
Consultants et experts	1 106 519.15
Publications	55 418.08
Autres services contractuels	653 965.44
Locaux et entretien	42 018.52
Communications et autres dépenses	102 197.86
Mobilier et matériel	89 289.26
Fournitures	174 373.10
Frais administratifs	1 031 939.83
	9 217 077.41
Excédent de recettes	4 232 685.11

Fonds de dépôt au 31 décembre 2005

(exprimés en francs suisses)

Fonds de dépôt/Allemagne		
Solde, début d'exercice		50 648.50
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	381 775.25	
Intérêts	575.95	382 351.20
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	208 906.16	
Missions de fonctionnaires	7 652.30	
Autres services contractuels	64.00	
Communications et autres dépenses	379.30	
Total des dépenses directes	217 001.76	
Frais administratifs	25 159.05	(242 160.81)
Fonds disponibles, fin d'exercice		190 838.89

Note . Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement d'Allemagne afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs auxiliaires.

Fonds de dépôt/Argentine		
Solde, début d'exercice		245 466.73
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	6 822.87	
Différence de change	15 096.73	21 919.60
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	3 075.53	
Fournitures	45 885.76	
Total des dépenses directes	48 961.29	
Frais administratifs	-	(48 961.29)
Fonds disponibles, fin d'exercice		218 425.04

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Argentine et l'OMPI pour la modernisation de l'Office national de la propriété industrielle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Autriche		
Solde, début d'exercice		72 679.21
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	133 246.00	
Intérêts	315.10	133 561.10
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	163 882.95	
Missions de fonctionnaires	2 793.50	
Autres services contractuels	4 988.00	
Communications et autres dépenses	330.20	
Total des dépenses directes	171 994.65	
Frais administratifs	20 636.95	(192 631.60)
Fonds disponibles, fin d'exercice		13 608.71

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Autriche afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Bhoutan		
Solde, début d'exercice		13 501.42
<i>Recettes</i>		
	-	
<i>Dépenses</i>		
	-	
Fonds disponibles, fin d'exercice		13 501.42

Notes . Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Bhoutan et l'OMPI pour l'établissement d'un système de propriété intellectuelle moderne.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Brésil		
Solde, début d'exercice		866 125.74
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 228 060.41	
Intérêts	56 276.00	
Différence de change	241 735.03	1 526 071.44
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	15 741.20	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	57 838.04	
Services de conférences	139 488.12	
Consultants et experts	200 135.10	
Publications	9 421.25	
Autres services contractuels	159 627.48	
Locaux et entretien	8 686.40	
Communications et autres dépenses	2 142.30	
Total des dépenses directes	593 079.89	
Frais administratifs	-	(593 079.89)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 799 117.29

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Brésil et l'OMPI pour la modernisation et l'informatisation de l'Office national de la propriété industrielle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Centre du commerce international (CNUCED/OMC)		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	519 283.08	
Intérêts	5 709.83	
Différence de change	1 695.91	526 688.82
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	28 160.90	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	45 334.17	
Bourses	34 225.70	
Services de conférences	4 187.97	
Consultants et experts	7 017.50	
Autres services contractuels	17 161.82	
Communications et autres dépenses	2 586.79	
Mobilier et matériel	26 080.00	
Fournitures	6 760.00	
Total des dépenses directes	171 514.85	
Frais administratifs	12 012.20	(183 527.05)
Fonds disponibles, fin d'exercice		343 161.77

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'Arrangement inter-institutionnel entre le Centre du commerce international (CNUCED/OMC) et l'OMPI destiné à la réalisation d'un projet d'assistance technique au Pakistan.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Costa Rica		
Solde, début d'exercice		47 006.80
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 259.59	
Différence de change	1 783.99	3 043.58
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 404.19	
Consultants et experts	6 393.71	
Communications et autres dépenses	330.06	
Total des dépenses directes	8 127.96	
Frais administratifs	-	(8 127.96)
Fonds disponibles, fin d'exercice		41 922.42

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Costa Rica et l'OMPI pour la modernisation des systèmes des brevets et des marques de l'Office national de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/El Salvador		
Solde, début d'exercice		85 801.98
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	2 604.58	
Différence de change	4 401.29	7 005.87
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 935.46	
Communications et autres dépenses	327.99	
Total des dépenses directes	2 263.45	
Frais administratifs	-	(2 263.45)
Fonds disponibles, fin d'exercice		90 544.40

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Gouvernement d'El Salvador et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Espagne		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	762 240.83	
Intérêts	8 562.96	
Différence de change	2 929.44	773 733.23
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	1 196.50	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	207 617.01	
Bourses	227.24	
Services de conférences	4 422.95	
Consultants et experts	102 269.73	
Autres services contractuels	27 090.94	
Communications et autres dépenses	1 050.74	
Mobilier et matériel	16 272.00	
Total des dépenses directes	360 147.11	
Frais administratifs	51 772.15	(411 919.26)
Fonds disponibles, fin d'exercice		361 813.97

Notes. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Espagne destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays de l'Amérique latine.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Etats-Unis d'Amérique		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	635 000.00	
Intérêts	6 051.41	
Différence de change	19 995.42	661 046.83
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	41.54	
Total des dépenses directes	41.54	
Frais administratifs	2.60	(44.14)
Fonds disponibles, fin d'exercice		661 002.69

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/France/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		27 803.40
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	83 674.20	
Intérêts	160.75	83 834.95
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	3 361.45	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	11 958.61	
Consultants et experts	625.00	
Communications et autres dépenses	637.17	
Total des dépenses directes	16 582.23	
Frais administratifs	2 155.70	(18 737.93)
Fonds disponibles, fin d'exercice		92 900.42

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la formation en droit d'auteur.

Fonds de dépôt/France/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		438 697.00
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	600 000.00	
Intérêts	2 839.00	602 839.00
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	392 248.13	
Bourses	15 211.80	
Services de conférences	16 398.10	
Consultants et experts	43 728.15	
Autres services contractuels	29 556.00	
Communications et autres dépenses	4 314.44	
Total des dépenses directes	501 456.62	
Frais administratifs	65 189.90	(566 646.52)
Fonds disponibles, fin d'exercice		474 889.48

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

Fonds de dépôt/Italie		
Solde, début d'exercice		60 859.95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	241 011.15	
Intérêts	469.15	241 480.30
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	226 579.05	
Missions de fonctionnaires	2 992.90	
Communications et autres dépenses	328.30	
Total des dépenses directes	229 900.25	
Frais administratifs	26 440.50	(256 340.75)
Fonds disponibles, fin d'exercice		45 999.50

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Italie afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Jamahiriya arabe libyenne		
Solde, début d'exercice		127 428.24
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	635.15	635.15
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 919.43	
Consultants et experts	1 644.50	
Communications et autres dépenses	321.00	
Total des dépenses directes	3 884.93	
Frais administratifs	-	(3 884.93)
Fonds disponibles, fin d'exercice		124 178.46

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Japon/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		391 469.65
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 171 614.00	
Intérêts	2 248.45	
Différence de change	449.70	1 174 312.15
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	191 877.30	
Missions de fonctionnaires	97 135.60	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	388 172.68	
Services de conférences	10 058.80	
Consultants et experts	18 056.50	
Autres services contractuels	13 258.32	
Communications et autres dépenses	6 682.54	
Total des dépenses directes	725 241.74	
Frais administratifs	91 304.20	(816 545.94)
Fonds disponibles, fin d'exercice		749 235.86

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine des droits d'auteur et droits connexes.

Fonds de dépôt/Japon/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		2 752 660.15
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	4 091 477.41	
Intérêts	14 902.60	
Différence de change	646.55	
Recettes diverses	1 727.95	4 108 754.51
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	399 613.07	
Missions de fonctionnaires	308 383.05	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 224 971.58	
Bourses	188 493.82	
Services de conférences	58 986.58	
Consultants et experts	664 630.78	
Publications	27 848.22	
Autres services contractuels	99 074.84	
Locaux et entretien	33 332.12	
Communications et autres dépenses	68 176.17	
Mobilier et matériel	46 937.26	
Fournitures	121 727.34	
Total des dépenses directes	3 242 174.83	
Frais administratifs	416 867.52	(3 659 042.35)
Fonds disponibles, fin d'exercice		3 202 372.31

Note . Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Japon/Administrateur auxiliaire		
Solde, début d'exercice		92 275.95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	77 108.00	
Intérêts	188.35	77 296.35
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	145 010.98	
Missions de fonctionnaires	5 157.80	
Autres services contractuels	900.00	
Communications et autres dépenses	334.20	
Total des dépenses directes	151 402.98	
Frais administratifs	18 169.32	(169 572.30)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note . Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs auxiliaires.

Fonds de dépôt/Organisation internationale de la francophonie (OIF)		
Solde, début d'exercice		
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	320 284.00	
Intérêts	458.45	320 742.45
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	189 406.40	
Missions de fonctionnaires	5 212.50	
Communications et autres dépenses	329.50	
Total des dépenses directes	194 948.40	
Frais administratifs	22 432.10	(217 380.50)
Fonds disponibles, fin d'exercice		103 361.95

Note . Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire de l'OIF afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/République de Corée/Propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 762 594.00	
Intérêts	4 435.20	1 767 029.20
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	811.00	
Missions de fonctionnaires	57 053.20	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	160 770.67	
Services de conférences	17 796.40	
Consultants et experts	34 500.05	
Publications	18 148.61	
Autres services contractuels	240 116.62	
Communications et autres dépenses	2 358.81	
Total des dépenses directes	531 555.36	
Frais administratifs	183 713.74	(715 269.10)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 051 760.10

Note . Fonds de dépôt sous forme d'un Accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI, dans le domaine de la propriété intellectuelle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Fonds de dépôt/République de Corée/Administrateur professionnel		
Solde, début d'exercice		303 627.42
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	836 090.00	
Intérêts	2 592.45	
Différence de change	(184.23)	838 498.22
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	824 585.77	
Communications et autres dépenses	564.94	
Total des dépenses directes	825 150.71	
Frais administratifs	96 041.55	(921 192.26)
Fonds disponibles, fin d'exercice		220 933.38

Note . Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs professionnels.

Fonds de dépôt/Réseau universitaire international de Genève (RUIG)		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	179 883.00	
Intérêts	476.75	180 359.75
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	78 578.64	
Bourses	13 596.50	
Consultants et experts	26 251.10	
Autres services contractuels	32 260.00	
Communications et autres dépenses	1 341.44	
Total des dépenses directes	152 027.68	
Frais administratifs	-	(152 027.68)
Fonds disponibles, fin d'exercice		28 332.07

Note . Fonds de dépôt sous forme d'un Accord entre le RUIG et l'OMPI relatif au financement du projet "Réseaux de recherche et propriété intellectuelle: un modèle pour soutenir les chercheurs des pays en développement dans le développement, la protection et l'exploitation des résultats de recherche en matière de santé."

Fonds de dépôt/Suède		
Solde, début d'exercice		9 311.95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	279.93	
Différence de change	438.45	718.38
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	325.98	
Total des dépenses directes	325.98	
Frais administratifs	42.35	(368.33)
Fonds disponibles, fin d'exercice		9 662.00

Notes. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de Suède destiné au support de la modernisation de l'Office de l'enregistrement de propriété industrielle du Nicaragua.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Uruguay		
Solde, début d'exercice		117 158.48
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	12 587.45	
Intérêts	2 940.78	
Différence de change	2 312.21	17 840.44
<i>Dépenses</i>		
Consultants et experts	1 267.03	
Autres services contractuels	29 867.42	
Communications et autres dépenses	6 218.92	
Total des dépenses directes	37 353.37	
Frais administratifs	-	(37 353.37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		97 645.55

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États-Unis d'Amérique.

NOTES CONCERNANT LE RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE 2004-2005

OMPI : les objectifs de l'Organisation

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est une organisation intergouvernementale dont le siège est à Genève. C'est l'une des 16 institutions spécialisées du système des Nations Unies.

L'OMPI est chargée de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des États et d'assurer l'administration de divers traités multilatéraux touchant aux aspects juridiques et administratifs de la propriété intellectuelle.

Aperçu des grands principes comptables

L'Organisation tient des comptes distincts pour les activités relevant du budget ordinaire et pour celles relevant des projets d'assistance technique exécutés par l'OMPI et financés par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres donateurs (fonds de dépôts).

Le rapport de gestion financière 2004-2005 couvre le budget ordinaire de l'OMPI pour l'exercice biennal 2004-2005 se terminant le 31 décembre 2005. Il a été établi conformément aux traités administrés par l'OMPI, au règlement financier de l'OMPI et au règlement d'exécution du règlement financier ainsi qu'en accord avec les décisions particulières des organes directeurs, et en application des normes comptables pour le système des Nations Unies (NCSNU) telles qu'elles sont définies dans le document de l'ONU A/48/530 daté du 29 octobre 1993.

Les Organisations qui font partie du système des Nations Unies viennent d'approuver l'adoption des normes comptables IPSAS (International Public Sector Accounting Standards) qui devront s'appliquer au plus tard en 2010.

Ces normes sont plus prescriptives et plus exigeantes que les normes NCSNU actuellement utilisées. Elles prévoient, en particulier, la reconnaissance comptable des engagements futurs liés à la retraite, aux prestations fournies à l'occasion du départ, ou des prestations médicales fournies aux fonctionnaires retraités ainsi que la dépréciation des actifs.

L'OMPI s'efforce de préparer cette transition sans bouleverser l'équilibre financier de l'Organisation et, lors du biennium 2004-2005, a entrepris d'augmenter sensiblement le montant des dotations aux provisions qui sont liées aux cessations de services et aux prestations médicales dues après la cessation de service.

Le rapport de gestion financière est présenté conformément aux principes suivants :

La continuité des activités, la permanence des méthodes et le principe du fait générateur sont des conventions comptables de base. Lorsque ces conventions de base sont respectées, il n'en est pas fait mention. En revanche, si une convention de base n'est pas observée, il en est fait mention et les raisons sont indiquées.

Le choix et l'application des principes comptables sont guidés par les principes de prudence, de prééminence de la réalité sur l'apparence et d'importance relative.

Tous les principes comptables importants utilisés dans la préparation des états financiers sont indiqués de façon claire et succincte.

Les dépenses, les recettes, l'actif et le passif sont comptabilisés sur le principe du fait générateur, à l'exception des fonds de dépôt où les recettes sont comptabilisées au moment de l'arrivée des fonds. Le relevé I (Tableau 35) prend en considération les comptes de l'OMPI y compris les recettes et les dépenses liées aux fonds de dépôt et les comptes PNUD.

Les dépenses incluent les charges reçues ou à recevoir ainsi que les engagements envers des tiers.

Les dépenses communes ont été réparties entre les unions selon les principes énoncés dans le document A/39/4-WO/PBC/7/2.

Les bâtiments apparaissent dans le bilan au coût de construction et sont amortis au taux de remboursement du prêt. En ce qui concerne l'immeuble de Madrid, il est à noter qu'en tant qu'investissement financier cet immeuble ne peut pas être amorti.

Conversion des monnaies :

Les comptes de l'Organisation sont exprimés en francs suisses. Les éléments libellés dans d'autres monnaies sont convertis en francs suisses au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur au 1er janvier 2006.

Les contributions en nature reçues ou à recevoir et leur valeur correspondante ne sont pas comptabilisées.

Les contributions fixées :

En vertu de l'Article 9.4 du Règlement financier de l'OMPI, les versements effectués par un État membre sont d'abord portés à un crédit au fonds de roulement, puis viennent en déduction des contributions qui lui incombent dans l'ordre chronologique des années pour lesquelles elles sont dues. Les contributions reçues d'avance sont considérées comme des passifs et comptabilisées comme recettes de l'exercice auquel elles se rapportent.

Le Gouvernement suisse endosse la plus grande partie des coûts de vérification des comptes. La décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur le prêt accordé par la FIPOI (Fondation des Immeubles pour les Organisations internationales) représente pour l'Organisation une économie d'environ 2.8 millions de francs suisses par biennium. La décision du Conseil de l'État de Genève d'interrompre le prélèvement du droit de superficie à compter du 1er janvier 1997, représente pour l'Organisation une économie annuelle de plus de 200 000 francs suisses.

L'Organisation, dans le cadre normal de ses activités, fait face à des litiges. Par prudence, et sans anticiper le résultat des procédures en cours, ces litiges ont fait l'objet de provisions qui ont été estimées au mieux sur la base des connaissances disponibles. Parmi ces différends, il convient de noter celui avec l'Organisation des Nations Unies à New York, qui porte sur 73 628 dollars des États-Unis d'Amérique et qui a donné lieu à la dotation d'une provision du montant de ce litige.

À la clôture du biennium 2004-2005, l'OMPI a mis en réserve pour la première fois, ce qui n'était pas d'usage lors des bienniums précédents, les profits de change obtenus au titre de l'application de la Règle 16. 1e) du Règlement d'exécution du PCT, à concurrence d'un montant de 892 546,81 francs, en vue de pallier les effets éventuels des fluctuations de cours futures. Cette décision a été prise dans le but d'assurer une gestion prudente et d'améliorer la comparabilité des résultats des opérations du PCT, d'un biennium à l'autre.

L'OMPI est une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies créée pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La caisse des pensions est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies. L'Organisation est tenue, sur le plan financier, de verser à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, plus la part de tout paiement exigé au titre de la couverture des déficits en vertu de l'Article 26 des statuts de la caisse. Les sommes destinées à la couverture des déficits ne doivent être payées que si l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'Article 26, une fois établi que le versement de telles sommes est nécessaire à partir de la situation actuarielle de la caisse à la date de l'évaluation. Il n'a pas été considéré comme nécessaire de procéder, à l'heure actuelle, au versement de telles sommes.

En ce qui concerne la Caisse de retraite (fermée) de l'OMPI, les obligations financières de l'Organisation consistent à rembourser aux membres du Conseil de fondation, y compris son président, toute somme d'argent qu'ils pourraient être condamnés à payer en leur qualité de membres du Conseil de fondation ou du fait d'actes accomplis par eux en cette qualité.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de payer des indemnités de départ à certaines catégories de fonctionnaires au moment de leur cessation de service. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2005 par un bureau de consultants indépendant, cet engagement a été estimé à 16,2 millions de francs suisses à fin 2005.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de fournir des prestations médicales à ses fonctionnaires après la cessation de service, sous forme de primes au titre du régime d'assurance-maladie et accident. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2005 par un bureau de consultants indépendant, cet engagement a été estimé à 54,7 millions de francs suisses à fin 2005.

Les normes NCSNU n'obligent pas l'Organisation à comptabiliser ces engagements conditionnels à terme. Les normes IPSAS qui seront applicables au plus tard en 2010 imposeront de le faire.

Afin de préparer la transition à ces nouvelles normes, mais aussi et surtout pour exercer une gestion financière prudente, l'Organisation a décidé de porter le montant de sa provision de 10 millions à 23,8 millions de francs en dotant cette provision d'un montant équivalent à 6% de la masse salariale des postes réguliers de l'Organisation.

VÉRIFICATION ET APPROBATION

Ce Rapport de gestion financière a été fait à Genève (Suisse), le 31 mai 2006.

Ces comptes ont été vérifiés par le Gouvernement suisse en sa qualité de vérificateur des comptes nommé par l'Assemblée générale de l'OMPI et les Assemblées des Unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno, de Vienne, du PCT, de Madrid, de La Haye, de Lisbonne et du TRT. Son rapport et l'opinion de vérification sont datés du 21 juin 2006.

Le Directeur général :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Kamil Idris